



RAPPORT FINANCIER

SEMESTRIEL

Au 30 juin 2007

Ce rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 30 juin 2007, et est établi conformément aux dispositions des articles L 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers.

SOMMAIRE

I.	DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	P 1
II.	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	P 3
III.	COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES CONDENSES	P 14
IV.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	P 46

I. DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1.1 Responsable du rapport financier semestriel

M. Frank E. Dangeard, Président-Directeur Général de Thomson.

1.2 Attestation

« J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Groupe Thomson, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restant de l'exercice et des principales transactions entre parties liées. »

Le Président-Directeur Général de Thomson,
Frank E. Dangeard



II. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Présentation des résultats du Premier Semestre 2007 publiés le 26 juillet 2007

Par communiqué de presse en date du 26 juillet 2007, la Société a publié ses résultats du premier semestre 2007. La Société annonce un résultat des activités poursuivies avant résultat financier et impôts de 101 millions d'euros, contre 108 millions d'euros pour l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires du premier semestre 2007 s'élève à 2 651 millions d'euros, contre 2 629 millions d'euros au premier semestre 2006. Les charges financières atteignent 40 millions d'euros, contre 45 millions d'euros pour l'exercice précédent. Les charges d'impôts se montent à 15 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 18 millions d'euros au premier semestre 2006. Les pertes des activités arrêtées ou en cours de cession s'élèvent à 66 millions d'euros. En tenant compte des facteurs décrits ci-dessus, la perte nette du Groupe au premier semestre 2007 atteint 20 millions d'euros, comparée à la perte nette de 71 millions d'euros du premier semestre 2006.

Le chiffre d'affaires et les résultats publiés par le Groupe pour les activités poursuivies sont ventilés entre d'une part les trois secteurs d'activité Stratégiques - Services, Systèmes et Technologie ainsi que les coûts Corporate, collectivement appelés, « Activités Stratégiques » - et d'autre part, les activités non stratégiques regroupées dans « Tubes & Électronique Grand Public ». Le tableau ci-après présente les résultats publiés du Groupe.

Synthèse des résultats consolidés du premier semestre 2007 (non audités)

En millions d'euros sauf mention contraire

1^{er} sem. 2007

1^{er} sem. 2006

Chiffre d'affaires net	2 651	2 629
<i>Chiffre d'affaires net - activités stratégiques</i>	<i>2 632</i>	<i>2 569</i>
Services	1 091	1 112
Systèmes	1 263	1 181
Technologie	272	263
Corporate	6	13
<i>Activités non stratégiques poursuivies</i>	<i>19</i>	<i>60</i>
Résultat opérationnel (avant charges financières et impôts) - activités stratégiques	99	133
Services	13	8
Systèmes	(6)	24
Technologie	133	140
Corporate	(41)	(39)
<i>Résultat opérationnel - activités non stratégiques poursuivies</i>	<i>2</i>	<i>(25)</i>
Résultats des activités poursuivies avant charges financières et impôts	101	108
Charges financières nettes	(40)	(45)
Résultats des sociétés mises en équivalence	-	(42)
Impôt sur les résultats	(15)	(18)
Résultat net des activités poursuivies	46	3
Résultat net des activités non poursuivies	(66)	(74)
Résultat net de l'exercice (avant intérêts minoritaires)	(20)	(71)

Chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2007

EN MILLIONS D'EUROS SAUF MENTION CONTRAIRE	2 ^{ème} Trim. 2007 réel	2 ^{ème} Trim. 2007 à taux de change constant	2 ^{ème} Trim. 2006	Variation à taux de change constant
Services	543	561	548	2,5%
Systèmes	698	713	643	10,8%
Technologie	149	160	134	19,3%
Autres	2	2	6	ns
Activités Stratégiques	1 392	1 436	1 332	7,8%
Activités non stratégiques	7	76	26	ns
GROUPE THOMSON	1 399	1 443	1 358	6,2%

- Au cours du deuxième trimestre 2007, la croissance du chiffre d'affaires des activités Stratégiques s'est établie à 7,8 % à taux de change constant. Aucune acquisition significative n'a été réalisée au cours de la période. Les effets de changement de périmètre dus à l'acquisition de NOB, premier opérateur de centres de diffusion aux Pays-Bas, effectuée au deuxième semestre 2006, ont contribué à hauteur de 13 millions d'euros au chiffre d'affaires du secteur d'activité Services sur le trimestre.
- Au sein du secteur d'activité Services, l'activité Services pour Réseaux de Diffusion a enregistré une bonne croissance pendant le trimestre. Les volumes de médias physiques – films et DVD – ont augmenté tout au long du trimestre, avec des calendriers de sorties de films en salles particulièrement soutenus et de bonnes sorties de DVD de studios. Le Groupe a dupliqué 263 millions de DVD au deuxième trimestre 2007, soit une hausse annuelle de 1 %, et 438 000 kilomètres de films (contre 395 000 kilomètres au deuxième trimestre 2006).
- Au sein du secteur d'activité Systèmes, le chiffre d'affaires à taux de change constant a augmenté de 10,8 % par rapport au deuxième trimestre 2006. Cette progression est à nouveau due aux bonnes performances de l'activité Produits d'Accès, qui compensent largement la faiblesse du chiffre d'affaires de certains segments de l'activité de Diffusion professionnelle & Réseaux. Les indicateurs principaux de l'activité Produits d'Accès montrent une amélioration de la montée en gamme des produits : Thomson a livré 2,5 millions de décodeurs satellite (contre 2,3 millions au deuxième trimestre 2006), 0,6 million de décodeurs câble (contre 0,4 million au deuxième trimestre 2006) et 2,6 millions de produits d'accès pour les opérateurs télécoms (contre 2,3 millions au deuxième trimestre 2006).
- Au sein du secteur d'activité Technologie, le chiffre d'affaires à taux de change constant a progressé de 19,3 % par rapport au deuxième trimestre 2006. Les revenus de Propriétés intellectuelles & Licences s'établissent à 122 millions d'euros sur la période (contre 110 millions d'euros au deuxième trimestre 2006).

Résultats du premier semestre 2007

Les activités Stratégiques de Thomson ont enregistré un chiffre d'affaires net de 2 632 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre 2 569 millions d'euros au premier semestre 2006). Les effets de change ont réduit le chiffre d'affaires des activités Stratégiques de 96 millions d'euros au cours du premier semestre. A taux de change constant, le chiffre d'affaires a progressé de 6,2 % par rapport au premier semestre 2006.

Le Groupe n'a procédé à aucune acquisition significative au cours du premier semestre 2007. Les effets de changement de périmètre ont été limités, essentiellement liés à l'acquisition, aux Pays-Bas, de NOB effectuée au deuxième semestre 2006, qui a contribué à hauteur de 26 millions d'euros au chiffre d'affaires du secteur d'activité Services.

Les activités non stratégiques poursuivies ont généré un chiffre d'affaires de 19 millions d'euros au premier semestre 2007, ce qui porte le chiffre d'affaires total des activités poursuivies à 2 651 millions d'euros sur la période (contre 2 629 millions d'euros au premier semestre 2006).

Le Groupe a publié un résultat opérationnel pour ses activités poursuivies (EBIT) s'élevant à 101 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre 108 millions d'euros au premier semestre 2006). Ce chiffre comprend le résultat opérationnel des activités Stratégiques au premier semestre 2007, qui ressort à 99 millions d'euros (contre 133 millions d'euros au premier semestre 2006). Quant aux activités non stratégiques poursuivies, elles ont enregistré un bénéfice avant impôts et résultat financier de 2 millions d'euros (contre une perte de 25 millions d'euros au premier semestre 2006).

Les programmes de réduction de coûts ont conduit à des restructurations et à une diminution des obligations liées aux prestations de retraites qui se sont traduits par des charges et produits exceptionnels ayant un impact sur le résultat opérationnel. Les coûts de restructuration ont été importants au sein du secteur d'activité Services, où le Groupe a réduit, au cours du semestre, de six à deux le nombre de ses usines de réplication de DVD en Europe et aux États-Unis. Ces dépenses ont été partiellement compensées par la cession de biens immobiliers, notamment le site de fabrication de DVD de Camarillo en Californie, qui a permis de dégager un bénéfice de 36 millions d'euros. D'autres mesures de réorganisation et de restructuration ont été prises à moindre échelle dans les autres secteurs d'activité. Le coût total des restructurations au sein des activités poursuivies s'est élevé à 64 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre 31 millions d'euros au premier semestre 2006).

Suite aux évolutions de législation et de pratiques du marché, aux Etats-Unis notamment, le Groupe a continué à réviser sa politique relative aux prestations post-retraite et a procédé à différents changements visant à harmoniser les prestations accordées au sein de ses différents secteurs d'activité. Par conséquent, un gain de 49 millions d'euros a impacté le résultat opérationnel des activités poursuivies, dont 11 millions d'euros sur le résultat opérationnel des activités Stratégiques du Groupe (à travers toutes les activités, mais essentiellement pour le secteur d'activité Systèmes) et le reste étant rattaché aux activités non stratégiques. Par ailleurs, la dette actuarielle comptabilisée au bilan du Groupe pour les obligations relatives aux régimes de retraite a été réduite de 112 millions d'euros pour atteindre 460 millions d'euros.

Les charges financières sont en baisse par rapport au premier semestre 2006. Thomson a réalisé un léger bénéfice sur la cession de la majeure partie de sa participation dans TCL Multimédia, qui s'établit à environ 3 % (après avoir généré une perte de 42 millions d'euros au premier semestre 2006, enregistrée en résultat des sociétés mises en équivalence). Les charges d'intérêts nettes ont augmenté à 48 millions d'euros (contre 38 millions d'euros au premier semestre 2006).

La charge d'impôt s'est élevée à 15 millions d'euros, globalement stable par rapport au premier semestre 2006.

Le bénéfice net du Groupe issu des activités poursuivies a atteint 46 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre 3 millions d'euros au premier semestre 2006).

Certaines activités ont été comptabilisées en tant qu'activités non poursuivies, dans les résultats du premier semestre 2007, ainsi que sur des périodes antérieures, conformément à la norme IFRS 5. C'est le cas notamment des activités Audio/Vidéo (« AV ») & Accessoires (« A ») (collectivement « AVA ») en cours de cession. La perte générée par les activités non poursuivies au premier semestre 2007 s'est établie à 66 millions d'euros (contre 74 millions d'euros au premier semestre 2006).

La perte nette du Groupe a dès lors été réduite à 20 millions d'euros (contre 71 millions d'euros au premier semestre 2006).

Objectifs 2007-2009

Les objectifs de Thomson pour la période 2007-2009 restent identiques à ceux annoncés lors de la publication des résultats annuels 2006 :

- Thomson intervient sur les marchés de l'industrie « Media & Entertainment », marchés dont la croissance moyenne a été de 6 % au cours des cinq dernières années (Source : PriceWaterhouseCoopers – « Global Entertainment and Media Outlook » 2006-2010).
- Les objectifs de Thomson, pour l'ensemble de la période 2007-2009, comprennent une croissance du chiffre d'affaires des activités Stratégiques, à taux de change constant, en ligne ou plus rapide que le marché du « Media & Entertainment ». Cette croissance devrait être plus modeste en 2007 et devrait ensuite connaître une accélération sur la période 2008-

2009. Le Groupe compte également réaliser une augmentation importante de son résultat net au cours de la période 2007-2009.

- Sur l'année 2007, le Groupe continuera les actions lui permettant d'améliorer sa rentabilité opérationnelle dans ses trois secteurs d'activité pour compléter les mesures engagées en 2006. Pour 2007, les objectifs du Groupe sont dès lors : une croissance soutenue du chiffre d'affaires, à taux de change constant pour l'année, dans les activités du numérique et de l'électronique - croissance qui sera en partie atténuée par une moindre performance des activités liées aux médias physiques. Le Groupe table également sur une forte progression de son résultat net.

En ligne avec les objectifs exprimés ci-dessus, le Groupe continuera d'optimiser son portefeuille d'activités pour une croissance accrue et redéploiera sa trésorerie et ses investissements vers ses activités les plus dynamiques, afin de renforcer les tendances et les initiatives engagées au deuxième semestre 2006.

Présentation des principales évolutions des résultats avant résultat financier et impôts des secteurs d'activité du Groupe :

Chiffre d'affaires et résultat opérationnel des activités Stratégiques au premier semestre 2007

<i>En millions d'euros et %</i>	<i>1^{er} Sem.</i>	<i>1^{er} Sem.</i>	<i>1^{er} Sem. 2006</i>	<i>Variation</i>
	<i>2007</i>	<i>2007</i>		
	<i>Réel</i>	<i>Taux de change constant</i>	<i>Réel</i>	<i>Taux de change constant</i>
Chiffre d'affaires net des activités Stratégiques	2 632	2 728	2 569	+6,2
<i>Services</i>	<i>1 091</i>	<i>1 136</i>	<i>1 112</i>	<i>+2,2</i>
<i>Systèmes</i>	<i>1 263</i>	<i>1 298</i>	<i>1 181</i>	<i>+9,9</i>
<i>Technologie</i>	<i>272</i>	<i>288</i>	<i>263</i>	<i>+9,6</i>
<i>Corporate</i>	<i>6</i>	<i>6</i>	<i>13</i>	<i>ns</i>

Résultat opérationnel des activités Stratégiques	99	133
<i>Services</i>	<i>13</i>	<i>8</i>
<i>Systèmes</i>	<i>(6)</i>	<i>24</i>
<i>Technologie</i>	<i>133</i>	<i>140</i>
<i>Corporate</i>	<i>(41)</i>	<i>(39)</i>

SERVICES

Chiffre d'affaires

Le secteur d'activité Services a enregistré un chiffre d'affaires net consolidé de 1 091 millions d'euros au cours du semestre (contre 1 112 millions au premier semestre 2006). Les effets de change sont venus diminuer le chiffre d'affaires de 45 millions d'euros. A taux de change constant, le chiffre d'affaires net consolidé du secteur d'activité Services a progressé de 2,2 %. Le secteur d'activité Services n'a réalisé aucune acquisition significative en 2007. L'acquisition de NOB, premier opérateur de centres de diffusion aux Pays-Bas, effectuée au cours du second semestre 2006 a contribué à hauteur de 26 millions d'euros au chiffre d'affaires net consolidé du semestre (dans l'activité Services pour Réseaux de diffusion).

La part du chiffre d'affaires des activités du numérique et de l'électronique du Groupe a augmenté et représente plus de 30% du chiffre d'affaires du secteur d'activité Services au premier semestre 2007 (contre 25% au premier semestre 2006).

Le Groupe a poursuivi le développement de ses activités de Services pour Réseaux de diffusion. Les activités de gestion de régies de diffusion et celles de services de réseaux de diffusion sur lieux de vente ont affiché une bonne progression de leurs chiffres d'affaires, avec notamment de nouveaux contrats pour NOB et pour ITV, le groupe de télévision britannique. Pendant le semestre, Thomson a élargi sa base de clientèle avec la

signature d'un contrat en Asie pour BBC Worldwide à la fin du semestre, et le renouvellement de certains contrats clés, comme UGC en France pour la publicité en salles de cinéma.

Bien que certaines lignes de produits aient continué à afficher de faibles performances, l'ensemble de l'activité de Services au Contenu a connu un bon semestre. Thomson a développé ses ventes de nouveaux services haut de gamme tels que les effets visuels (VFX). Les principaux films auxquels Thomson a contribué ont été : *Harry Potter et l'Ordre du Phénix*, pour lequel le Groupe a fourni ses services d'effets visuels ; *Spiderman 3* ; *Shrek le troisième* ; et *Les Simpson - le film*, pour lesquels Thomson a fourni ses services de copies intermédiaires numériques. Au cours du semestre, Thomson a poursuivi ses efforts de réduction des coûts et d'améliorations opérationnelles, tout en investissant dans la croissance à venir dans le domaine des copies intermédiaires numériques et des effets visuels en Chine, et dans celui de l'animation et des jeux vidéo en Inde.

Au sein de l'activité de médias physiques, le Groupe a enregistré une croissance en volume particulièrement importante pour les Services liés aux DVD, avec de bons volumes de sorties de DVD pour le compte des studios, malgré l'absence de « superproduction ». Le nombre de DVD dupliqués au premier semestre 2007 s'est élevé à 582 millions, soit une hausse de 4 % par rapport au premier semestre 2006. Comme prévu, le chiffre d'affaires de l'activité a été impacté par des baisses de prix liées à la renégociation de contrats à long terme fin 2006 et début 2007. Les Services liés aux Films ont enregistré une activité soutenue au deuxième trimestre 2007, notamment sur des titres comme *Pirates des Caraïbes, jusqu'au bout du monde*, *Shrek le Troisième* et *Harry Potter et l'ordre du Phénix*. Le volume de bobines de films traitées au premier semestre 2007 a atteint 777 000 kilomètres (753 000 kilomètres au premier semestre 2006).

Rentabilité et marges

Le résultat des activités poursuivies avant résultat financier et impôts du secteur d'activité Services s'est élevé à 13 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre 8 millions au premier semestre 2006).

Le Groupe a achevé la restructuration de ses activités liées aux DVD à la fin du semestre, comme annoncé en janvier, ayant fait passer de 6 à 2 le nombre de ses usines de réplique de DVD en Europe et en Amérique (situées en Pologne et au Mexique). Le coût total des restructurations au sein du secteur d'activité s'est élevé à 52 millions d'euros au premier semestre. Ces charges exceptionnelles ont été partiellement compensées par la plus-value de 36 millions d'euros réalisée sur la cession de l'usine de Camarillo en Californie. Une partie du produit des ventes immobilières s'élevant à 46 millions d'euros a été reçue en cash au premier semestre 2007, et l'autre partie s'élevant à plus de 50 millions d'euros sera perçue au cours du second semestre 2007. Le Groupe va continuer d'optimiser ses coûts dans le secteur d'activité Services, mais aucun programme de restructuration majeur n'est prévu pour le deuxième semestre 2007. Des charges additionnelles de restructuration du secteur d'activité Services sont estimées à environ 20 millions d'euros et auront un impact sur le second semestre 2007.

La rentabilité opérationnelle du secteur d'activité Services a été affectée par de nouvelles structures de prix, liées à la renégociation de contrats sur les DVD. Elle a toutefois bénéficié de l'augmentation du chiffre d'affaires de Services pour Réseaux de diffusion (qui a vu son activité gestion de régie de diffusion enregistrer un profit pour la première fois au cours du semestre). La rentabilité des Services aux Films a également progressé. La performance de l'activité de Services au Contenu a été impactée par un contexte défavorable en début de semestre et par la hausse des charges d'amortissement des nouveaux sites.

Le Groupe a renforcé ses investissements dans les activités de services de distribution électronique, et dans la phase de « beta-test » du programme de cinéma numérique (qui correspond à la première phase de déploiement de ses équipements).

SYSTEMES

Le secteur d'activité Systèmes a enregistré une bonne performance pour son activité Produits d'Accès. Cependant, l'activité Diffusion professionnelle & Réseaux a subi des pertes pour le semestre et a été impactée par la faiblesse des marchés et par des retards dans le lancement de produits. Des plans d'action ont été mis en place afin d'améliorer la performance de l'activité.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires net consolidé du secteur d'activité Systèmes a progressé de 82 millions d'euros à 1 263 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre 1 181 millions d'euros au premier semestre 2006). Les

effets de change ont pesé sur le chiffre d'affaires net à hauteur de 35 millions d'euros. A taux de change constant, le chiffre d'affaires du secteur d'activité Systèmes a gagné 9,9 % au premier semestre 2007.

L'augmentation du chiffre d'affaires du secteur d'activité Systèmes s'explique par la croissance solide de l'ensemble des plateformes au sein de l'activité Produits d'Accès. La croissance en volume et les améliorations de la gamme de produits ont fait plus que compenser l'érosion des prix. Cependant, l'activité Diffusion professionnelle & Réseaux a reculé par rapport au premier semestre 2006.

Produits d'Accès

L'activité a été forte pour l'ensemble des plateformes satellite, câble et télécoms. Les volumes d'unités vendues ont été satisfaisants, notamment pour les produits câble et les produits destinés aux opérateurs télécoms. Thomson a vendu au total 11 millions de produits d'accès au cours du premier semestre 2007, soit une forte progression par rapport aux 9,6 millions d'unités au premier semestre 2006, dont 4,7 millions de décodeurs satellites (contre 4,6 millions au premier semestre 2006), 1,2 million de décodeurs câble (contre 0,7 million au premier semestre 2006) et 5,3 millions de produits d'accès pour les opérateurs télécoms (contre 4,3 millions au premier semestre 2006). Cette amélioration de la gamme de produits a permis de faire plus que compenser les baisses de prix. Le chiffre d'affaires pour l'ensemble des produits d'accès a connu une augmentation au cours du premier semestre 2007.

Dans l'activité Produits d'Accès Satellite, bien que les décodeurs standards aient à nouveau représenté la majorité des volumes, la part des enregistreurs et terminaux haute définition a fortement progressé. De plus, le Groupe a renforcé son activité dans la région Asie-Pacifique.

Dans l'activité Produits d'Accès Câble, la croissance est venue principalement des clients existants, dont KDG (Kabel Deutschland) et UPC en Europe, et les clients asiatiques tels Dalian Tiantu Cable TV en Chine. La priorité que le Groupe accorde au marché américain du câble a permis récemment la signature du contrat Comcast, le premier câblo-opérateur américain, qui porte sur l'approvisionnement futur en passerelles dites dual play pour voix sur IP et données (eMTA).

Dans l'activité liée aux opérateurs télécoms, la croissance a continué grâce aux passerelles de services avancés dites triple et quadruple-play (voix, vidéo, données et mobilité), livrées à un grand nombre de clients importants. Comme prévu, Thomson a également commencé à fournir France Télécom en décodeurs IP au cours du deuxième trimestre 2007. Les volumes de décodeurs IP progresseront au cours du second semestre mais ils resteront limités par rapport aux passerelles de services avancés et à d'autres produits d'accès spécialisés. Le Groupe a également lancé plusieurs nouveaux produits DECT et Voix sur IP au cours des 12 derniers mois (comme le Hub Phone pour BT). Thomson va mettre l'accent sur l'écosystème de réseau domestique (comme la Music Box que le Groupe fournit aux clients finaux d'AOL France).

Diffusion professionnelle & Réseaux

Au deuxième trimestre 2007, le marché des produits et systèmes de diffusion est resté faible, après avoir connu une fin d'année 2006 et un premier trimestre 2007 semblables. Le chiffre d'affaires a également été freiné par le retard de certains lancements de produits.

La faiblesse des ventes de caméras et de systèmes de post-production a été compensée en partie par le dynamisme des ventes de routeurs et de mélangeurs, et par d'autres segments clés comme la production en Haute Définition (HD) d'émissions en direct et d'informations télévisées. Les produits et logiciels de montage ont enregistré un semestre satisfaisant : parmi les nouveaux contrats signés par le Groupe, Thomson va installer son logiciel de production EDIUS pour NBC aux Etats-Unis. L'accueil favorable réservé aux nouveaux produits pendant et après le salon NAB (en avril), notamment pour les caméras HD, n'a pas suffi à compenser la faiblesse des ventes de produits plus anciens au cours du semestre.

Les retards pris dans le lancement de produits ont également freiné les ventes de produits de réseaux. Les contrats clefs en main et les activités d'intégration de systèmes ont été moins dynamiques que l'année dernière.

Cependant, le flux de commandes a été plus élevé à la fin du premier semestre 2007 qu'à la fin de l'année 2006 et qu'au premier trimestre 2007. Parmi les contrats récents de produits de réseaux, Thomson a remporté un contrat de plusieurs millions de dollars avec Arqiva, l'opérateur de diffusion au Royaume-Uni pour développer son réseau d'émetteurs.

Les activités de logiciels de réseaux, qui comprennent principalement les commutateurs logiciels Cirpack et la plateforme de services TV sur IP de SmartVision, ont également connu un semestre faible. Les ventes de

commutateurs logiciels ont progressé par rapport au premier semestre 2006. La base de clientèle de Thomson a augmenté d'environ 2 millions d'abonnés pour dépasser 6 millions.

Malgré les retards persistants dans les déploiements de la TV sur IP pour la plupart des opérateurs, les solutions logicielles de Thomson leur ont permis d'attirer des abonnés aux services de TV sur IP. Ainsi la plateforme SmartVision, déployée pour les services de TV sur IP d'Orange, compte plus de 700 000 abonnés, principalement pour les applications de télévision « en direct » et de vidéo à la demande (VOD). Le Groupe continue d'être au cœur de nombreux essais en matière de télévision sur mobile. Au cours du semestre, Thomson a renforcé ses investissements en R&D pour la télévision mobile.

Rentabilité et marges

Pour l'ensemble du secteur d'activité, la faible performance de l'activité Diffusion professionnelle & Réseaux, les charges de restructuration et plusieurs charges exceptionnelles sont venues fortement diminuer l'amélioration de la rentabilité opérationnelle de l'activité Produits d'Accès. La perte issue des activités poursuivies avant impôts et charges financières pour l'ensemble du secteur d'activité Systèmes s'est élevée à 6 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre un bénéfice de 24 millions d'euros au premier semestre 2006). Les charges et bénéfices exceptionnels pour le secteur d'activité Systèmes totalisent (13) millions d'euros nets, comprenant principalement les coûts de restructuration, et des dépréciations de stocks, en partie compensés par un bénéfice supplémentaire lié à la couverture médicale post-retraite.

Dans l'activité Produits d'Accès, l'amélioration en termes de volumes et de maîtrise des coûts a permis de faire plus que compenser l'érosion des prix, avec une évolution positive de la gamme de produits au cours du semestre. La rentabilité s'est donc améliorée par rapport au premier semestre 2006.

L'activité Diffusion professionnelle & Réseaux a subi une perte globale au premier semestre 2007, contre un léger profit au premier semestre 2006. Pendant le premier trimestre 2007, l'organigramme de direction a été modifié et simplifié, les responsables des lignes de produits étant placés sous l'autorité directe de Jacques Dunogué à la tête du secteur d'activité Systèmes. De plus, le Groupe a mis en place des plans d'action visant à améliorer la performance de l'activité ; et notamment l'accélération du renouvellement des lignes de produits, l'investissement dans un service clients amélioré, l'augmentation des carnets de commandes et la réduction des coûts, notamment pour les dépenses opérationnelles. Le résultat de ces plans d'action sera progressif. Cependant, à la fin du premier semestre 2007, le Groupe notait une amélioration sensible dans les commandes passées par rapport au 31 décembre 2006.

TECHNOLOGIE

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires net consolidé du secteur d'activité Technologie s'est établi à 272 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre 263 millions d'euros au premier semestre 2006). Les effets de change ont diminué le chiffre d'affaires net consolidé du secteur d'activité de 16 millions d'euros en 2006. A taux de change constant, le chiffre d'affaires a progressé de 9,6 % par rapport au premier semestre 2006.

Le chiffre d'affaires net consolidé de l'activité Licences a atteint 218 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre 213 millions d'euros au premier semestre 2006). Les effets de change ont pesé sur le chiffre d'affaires à hauteur de 15 millions d'euros. Ce chiffre traduit le succès des nouveaux programmes de licences (comme la télévision numérique, l'enregistrement des marques commerciales et la technologie LCD) qui est venu compenser le recul de programmes plus anciens. Le programme de compression numérique MPEG2 a également connu de bonnes performances. Le chiffre d'affaires des programmes de licences numériques représente désormais la grande majorité des revenus de licences du Groupe. Le Groupe considère que le passage de l'analogique au numérique est pratiquement terminé.

Le chiffre d'affaires net issu de l'activité Solutions Silicium a fortement progressé par rapport au premier semestre 2006.

Rentabilité et marges

Pour l'ensemble du secteur d'activité, le résultat issu des activités poursuivies avant impôts et charges financières s'est établi à 133 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre 140 millions d'euros au premier semestre 2006).

Au premier semestre 2007, le résultat opérationnel de l'activité Licences a atteint 176 millions d'euros (contre 175 millions au premier semestre 2006).

Les autres activités du secteur ont généré une perte légèrement supérieure, compte tenu de la poursuite des charges pour établir l'activité semi-conducteurs au sein de Solutions Silicium. Les charges les plus importantes ont été les coûts de recherche et développement liés aux circuits intégrés.

Les charges totales de recherche et développement du secteur d'activité Technologie se sont élevées à 47 millions d'euros au premier semestre 2007, ce qui est stable par rapport au premier semestre 2006.

CORPORATE

Les charges avant intérêts et frais financiers des fonctions Corporate du Groupe se sont élevées à 41 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre 39 millions d'euros au premier semestre 2006).

ACTIVITÉS NON STRATÉGIQUES

Les activités non stratégiques poursuivies ont enregistré un bénéfice de 2 millions d'euros avant impôts et charges financières (contre une perte de 25 millions d'euros au premier semestre 2006). Ce chiffre reflète une performance sous-jacente stable, des charges exceptionnelles (d'environ 8 millions d'euros) et un bénéfice supplémentaire de 38 millions d'euros sur les obligations liées aux prestations de retraite.

Autres éléments d'information sur le résultat consolidé du Groupe

Charges financières

Les frais financiers nets liés aux activités poursuivies ont atteint 48 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre 38 millions d'euros au premier semestre 2006), ce qui traduit la hausse des taux d'intérêt moyens.

Autres produits / charges financiers

Les autres produits et charges financiers nets ont atteint 8 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre une charge de 7 millions d'euros au premier semestre 2006). Le Groupe a réalisé une légère plus-value sur la cession d'actifs financiers, notamment sa participation dans TCL Multimedia. La cession et la réévaluation au cours de marché de cette participation durant le deuxième semestre 2006 et le premier semestre 2007 ont sensiblement réduit l'exposition résiduelle de Thomson (les pertes liées à la participation du Groupe dans TCL Multimedia ont atteint 42 millions d'euros au premier semestre 2006). La variation de la « juste valeur » du dérivé incorporé de l'obligation convertible Silver Lake a fait apparaître un bénéfice de 19 millions d'euros (contre un bénéfice de 16 millions d'euros au premier semestre 2006). La composante financière des charges liées aux plans de retraite a légèrement diminué.

Impôt sur les résultats

La charge d'impôt publiée par le Groupe sur le semestre était stable par rapport au premier semestre 2006 à 15 millions d'euros (contre 18 millions d'euros au premier semestre 2006). Les éléments principaux de la charge d'impôt courante ont été des impôts retenus à la source et des impôts sur les sociétés au Royaume-Uni et en Australie. Le Groupe dispose d'un total d'environ 3,9 milliards d'euros de pertes fiscales reportables, dont les deux tiers sont utilisables sur ses principaux marchés en France et aux États-Unis. Parmi celles-ci, moins de 10 % sont limitées dans le temps.

Pertes issues des activités non poursuivies

Au cours du premier semestre 2007, comme pour 2006, certaines activités ont été comptabilisées en tant qu'activités non poursuivies, conformément à la norme IFRS 5, principalement les activités AVA. La perte générée par les activités non poursuivies au premier semestre 2007 s'est établie à 66 millions d'euros (contre 74 millions d'euros au premier semestre 2006). Ce chiffre inclut une dépréciation d'immobilisations à hauteur de 19 millions d'euros.

S'agissant de la cession des activités AVA, la vente de l'activité Accessoires en Amérique du Nord, annoncée le 21 décembre 2006, a été achevée le 29 janvier 2007.

Thomson a reçu des offres pour ses activités AVA Europe et AV aux Etats-Unis, dont il examine actuellement l'impact financier et social. Le Groupe devrait être en mesure d'annoncer de nouvelles avancées au cours du second semestre et maintient son intention de sortir de l'ensemble de ces activités d'ici la fin de l'année 2007.

Résultat net

Le résultat net consolidé du Groupe issu des activités poursuivies a progressé et s'élève à 46 millions d'euros (contre 3 millions d'euros au premier semestre 2006).

La perte nette consolidée globale du Groupe (y compris l'impact négatif de la perte issue des activités non poursuivies) a diminué de 51 millions d'euros pour atteindre 20 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre une perte de 71 millions d'euros au premier semestre 2006).

Flux de trésorerie opérationnelle des activités Stratégiques

Les activités Stratégiques ont généré 74 millions d'euros de flux de trésorerie opérationnelle négatifs au cours du premier semestre 2007 (il s'agit du flux de trésorerie opérationnelle net issu des activités Stratégiques après charges financières, impôts et acquisitions d'immobilisations). Ce chiffre se compare à un flux positif de 87 millions d'euros au premier semestre 2006.

Les besoins en fonds de roulement ont fortement augmenté en raison de la croissance du chiffre d'affaires du deuxième trimestre, entraînant un flux négatif de 66 millions d'euros (contre un flux positif de 102 millions d'euros au premier semestre 2006). L'EBITDA (résultat avant impôts, charges financières, dépréciations et amortissements) des activités Stratégiques a diminué, passant de 334 millions d'euros à 291 millions d'euros, traduisant d'une part des charges de restructuration, d'autre part de plus faibles amortissements sur les contrats clients dans le secteur d'activité Services, ainsi que la baisse de profit du secteur d'activité Systèmes liée à l'activité Diffusion professionnelle & Réseaux. Les autres actifs et passifs ont généré un flux négatif de 107 millions d'euros (contre un flux négatif de 104 millions d'euros au premier semestre 2006). Ces montants incluent les avances sur les contrats clients, qui ont augmenté modestement, reflétant des renouvellements de contrats. Les coûts de restructuration ont été plus élevés de 29 millions d'euros, compensés par les ventes d'immobiliers (les produits de la vente des sites immobiliers reçus au premier semestre 2007 s'élevaient à 46 millions d'euros, et plus de 50 millions d'euros seront reçus au deuxième semestre 2007). Les autres composantes des flux de trésorerie ont été stables.

	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006
<i>Services</i>	26	135
<i>Systèmes</i>	(81)	2
<i>Technologie</i>	102	114
<i>Corporate</i>	(49)	(74)
<i>Impôts et charges financières</i> ⁽¹⁾	(72)	(90)
Flux de trésorerie opérationnelle des activités Stratégiques	(74)	87

Les flux de trésorerie des différents secteurs d'activité sont indiqués après prise en compte des dépenses engendrées par les investissements – tous les flux de trésorerie liés à la fiscalité et à l'activité financière sont regroupés sous une seule rubrique.

(1) le chiffre indiqué pour le premier semestre 2006 ne comprend pas le paiement exceptionnel des intérêts courus de 59 millions d'euros des années précédentes liés à l'obligation convertible remboursée en janvier 2006.

Flux de Trésorerie des activités poursuivies et autres

Le flux de trésorerie opérationnelle net des activités poursuivies a été négatif à 148 millions d'euros au premier semestre 2007 (contre un flux positif de 27 millions d'euros au premier semestre 2006, hors paiement exceptionnel d'intérêts liés à l'obligation convertible remboursée en janvier 2006). Le flux de trésorerie négatif généré par les activités Stratégiques s'est élevé à 74 millions d'euros. Le flux de trésorerie opérationnelle négatif généré par les activités non stratégiques poursuivies s'est élevé à 74 millions d'euros, comprenant une augmentation des paiements relatifs aux restructurations comptabilisée en charges en 2006.

Le Groupe n'a procédé à aucun paiement significatif pour de nouvelles acquisitions au premier semestre 2007.

Trésorerie des activités non poursuivies

Les flux de trésorerie opérationnelle net et les flux d'investissements au titre des activités non poursuivies sont négatifs de 85 millions d'euros (contre un flux négatif de 177 millions d'euros au premier semestre 2006). Les principaux éléments de ce poste ont concerné les activités AVA qui ont été partiellement compensées par le produit issu de la cession des activités Accessoires aux États-Unis en janvier 2007.

Bilan, endettement et obligations au titre du régime de retraite

La dette financière brute a fortement baissé à 2 285 millions d'euros (contre 2 669 millions d'euros au 31 décembre 2006). La dette financière nette totale du Groupe a augmenté de 178 millions d'euros pour atteindre 1 536 millions d'euros au 30 juin 2007 (contre 1 358 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 1 509 millions d'euros au 30 juin 2006), reflétant les effets de saisonnalité et de dépenses de restructuration.

Les dettes liées aux obligations de retraites et avantages assimilés ont diminué de 112 millions d'euros atteignant 460 millions d'euros (contre 572 millions d'euros au 31 décembre 2006), en raison des modifications des régimes de couverture médicale.

Au 30 juin 2007, 271 371 296 actions étaient en circulation (contre 273 871 296 au 31 décembre 2006), à la suite de l'annulation de 2 500 000 actions auto-détenues en mai 2007. Les fonds propres atteignaient 2 008 millions d'euros au 30 juin 2007 (contre 2 112 millions d'euros au 31 décembre 2006).

Événements importants depuis le 30 juin 2007

Aucun événement significatif n'a eu lieu entre le 30 juin 2007 et le 25 juillet 2007.

Perspectives

Pour le reste de l'année, le Groupe estime que les conditions des marchés sur lesquels il évolue devraient être largement identiques, avec un contexte favorable pour la plupart des activités du secteur d'activité Services et ses produits à large bande, et des conditions de marché décevantes pour son activité Diffusion professionnelle & Réseaux. Comme lors des années précédentes, la profitabilité du Groupe devrait continuer de suivre les variations saisonnières, avec une contribution du second semestre plus importante que celle du premier semestre.

Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2007

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est soumis sont détaillés dans le chapitre « Facteurs de risques » du Document de Référence 2006 déposé à l'Autorité des marchés financiers en date du 24 avril 2007 et disponible sur le site www.amf-france.org ainsi que sur le site de la société www.thomson.net.

Pour le second semestre, le Groupe reste soumis aux risques habituels et propres à son activité.

Transactions entre parties liées

Les informations relatives aux transactions réalisées avec les parties liées sont détaillées dans la note 25 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires condensés du présent document.

III. COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES CONDENSES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE INTERMEDIAIRE (non audité)

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	Semestre clos le		Exercice clos le
		30 juin 2007 (non audité)	30 juin 2006 (non audité)	31 décembre 2006 audité
Activités poursuivies				
Chiffre d'affaires		2 651	2 629	5 854
Coût de l'activité		(2 069)	(2 034)	(4 474)
Marge brute		582	595	1 380
Frais commerciaux et administratifs	(5)	(348)	(323)	(674)
Autres produits (charges)	(5)	18	(26)	52
Frais de recherche et développement	(6)	(151)	(138)	(279)
Résultat des activités poursuivies avant charges financières nettes et impôts		101	108	479
Produits d'intérêts		11	9	19
Charges d'intérêts		(59)	(47)	(108)
Autres produits (charges) financiers nets		8	(7)	(111)
Charges financières nettes	(7)	(40)	(45)	(200)
Résultat des sociétés mises en équivalence		-	(42)	(86)
Impôt sur les résultats	(8)	(15)	(18)	-
Résultat net des activités poursuivies		46	3	193
Activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(9)	(66)	(74)	(138)
Résultat net de l'exercice		(20)	(71)	55
Résultat net attribuable aux actionnaires de Thomson SA		(20)	(71)	55
Résultat net attribuable aux minoritaires		-	-	-
<i>(en euro, sauf le nombre d'actions)</i>				
Nombre moyen d'actions ordinaires de base disponibles (actions propres déduites)		262 382 585	260 147 961	261 188 858
Résultat net par action des activités poursuivies	(21)			
- de base (*)		0,14	(0,02)	0,67
- dilué		0,10	(0,06)	0,63
Résultat net par action des activités arrêtées ou en cours de cession				
- de base		(0,25)	(0,29)	(0,53)
- dilué		(0,23)	(0,26)	(0,48)
Résultat net total par action				
- de base		(0,11)	(0,31)	0,14
- dilué		(0,13)	(0,32)	0,15

(*) Après déduction de la distribution nette d'impôt payée sur les titres super subordonnés.

Les notes annexes de la page 9 à 45 font partie intégrante des états financiers condensés non audités.

BILAN CONSOLIDE INTERMEDIAIRE (non audité)

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Note</i>	30 juin 2007 (non audité)	31 décembre 2006 (audité)
ACTIF			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	(10)	738	813
Ecart d'acquisition	(11)	1 718	1 714
Immobilisations incorporelles	(11)	1 032	1 071
Titres des sociétés mises en équivalence		12	12
Actifs financiers disponibles à la vente	(12)	229	266
Instruments financiers dérivés	(16)	2	7
Avances sur contrats clients		132	129
Impôts différés actifs	(8)	425	397
Autres actifs non courants		99	110
Total actifs non courants		4 387	4 519
Actifs courants			
Stocks et en-cours	(13)	403	366
Clients et effets à recevoir		903	1 018
Comptes courants avec les sociétés liées		34	97
Instruments financiers dérivés	(16)	8	8
Autres actifs courants		595	535
Disponibilités	(14)	749	1 311
Actifs destinés à être cédés	(9)	192	264
Total actifs courants		2 884	3 599
Total actif		7 271	8 118

BILAN CONSOLIDE INTERMEDIAIRE (non audité)

(En millions d'euros)	Note	30 juin 2007 (non audité)	31 décembre 2006 (audité)
PASSIF			
Capitaux propres			
	(15)		
Capital social (271 371 296 actions au 30 juin 2007, avec une valeur nominale de 3,75€)		1 018	1 027
Actions propres		(179)	(225)
Primes d'émission		1 561	1 686
Titres super subordonnés		500	500
Autres réserves		115	64
Réserves consolidées		(935)	(886)
Ecarts de conversion		(72)	(54)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Thomson SA		2 008	2 112
Intérêts minoritaires		7	7
Total capitaux propres		2 015	2 119
Dettes non courantes			
Dettes financières	(17)	1 329	1 393
Provisions pour retraites et avantages assimilés	(18)	394	505
Provisions pour restructuration	(19)	39	48
Instruments financiers dérivés	(16)	40	51
Autres provisions	(19)	58	107
Impôts différés passifs	(8)	148	143
Autres dettes non courantes		67	71
Total dettes non courantes		2 075	2 318
Dettes courantes			
Dettes financières	(17)	956	1 276
Instruments financiers dérivés	(16)	3	10
Provisions pour retraites et avantages assimilés	(18)	66	67
Provisions pour restructurations	(19)	57	72
Autres provisions	(19)	83	86
Fournisseurs et effets à payer		866	1 032
Provisions pour dettes sociales		163	165
Dettes d'impôt courant		51	57
Autres dettes courantes		743	671
Dettes liées à l'acquisition de filiales		20	13
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	(9)	173	232
Total dettes courantes		3 181	3 681
Total passif		5 256	5 999
Total des capitaux propres et du passif		7 271	8 118

TABLEAU INTERMEDIAIRE DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (non audité)

	Note	30 juin		31 décembre 2006 audité
		2007	2006	
		non audité		
Résultat net de l'exercice		(20)	(71)	55
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession		(66)	(74)	(138)
Résultat net des activités poursuivies		46	3	193
<i>Ajustements pour réconcilier le résultat net des activités poursuivies avec la variation nette de la trésorerie d'exploitation</i>				
Amortissements d'actifs		195	202	454
Dépréciations d'actifs		4	-	6
Variation nette des provisions		(72)	(23)	(113)
(Gains) / pertes sur cessions d'actifs		(47)	1	(11)
(Produits) et charges d'intérêts	(7)	48	38	89
Autres (dont impôts)		7	48	95
Variation du besoin en fonds de roulement et des autres actifs et passifs		(167)	(8)	(1)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		14	261	712
Intérêts payés		(56)	(54)	(92)
Prime d'intérêts versée lors du remboursement de l'obligation convertible		-	(59)	(59)
Intérêts reçus		7	9	14
Impôts payés sur les résultats		(27)	(44)	(42)
Variation nette de la trésorerie d'exploitation des activités poursuivies		(62)	113	533
Flux de trésorerie d'exploitation nets utilisés par les activités arrêtées ou en cours de cession	(22)	(112)	(44)	(118)
Variation nette de la trésorerie d'exploitation (I)		(174)	69	415
Acquisition de titres de participations, net de la trésorerie acquise	(22)	(21)	(232)	(255)
Produit de cession net de titres de participations	(12)	20	94	125
Cession (Acquisition) d'actifs financiers de gestion de trésorerie		-	8	8
Acquisition d'immobilisations corporelles		(86)	(93)	(166)
Cession d'immobilisations corporelles		46	4	73
Acquisition d'immobilisations incorporelles incluant les coûts de développement capitalisés		(46)	(56)	(121)
Prêts remboursés par / (accordés à) des tiers		-	14	17
Variation nette de la trésorerie d'investissement des activités poursuivies		(87)	(261)	(319)
Flux de trésorerie d'investissement nets provenant de / (utilisés par) les activités arrêtées ou en cours de cession	(22)	27	(133)	(147)
Variation nette de la trésorerie d'investissement (II)		(60)	(394)	(466)
Rachat d'actions propres et autres opérations sur fonds propres		(2)	9	9
Remboursement d'obligations convertibles		-	(611)	(611)
Augmentation des dettes financières		92	1 147	1 121
Remboursement des dettes financières		(424)	(43)	(27)
Dividendes et distributions versés aux actionnaires		-	-	(107)
Dividendes et distributions versés aux minoritaires		-	(1)	(2)
Variation nette de la trésorerie de financement des activités poursuivies		(334)	501	383
Flux de trésorerie de financement nets provenant de / (utilisés par) des activités arrêtées ou en cours de cession	(22)	2	(11)	(10)
Variation nette de la trésorerie de financement (III)		(332)	490	373
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie (I+II+III)		(566)	165	322
Trésorerie à l'ouverture de la période		1 311	996	996
Effet des variations de change sur la trésorerie		4	(14)	(7)
Trésorerie à la clôture de la période		749	1 147	1 311

**ETAT INTERMEDIAIRE DES PROFITS ET PERTES COMPTABILISES
(non audité)**

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin		Exercice clos le 31 décembre 2006 audité
	2007 non audité	2006 non audité	
<i>Résultat net de la période</i>	(20)	(71)	55
Reconnaissance des gains et pertes actuariels en capitaux propres	44	63	69
Gains (pertes) avant impôt résultant de l'évaluation à la juste valeur			
- des actifs financiers disponibles à la vente	(4)	(32)	(2)
- des instruments de couverture de flux de trésorerie	5	5	(6)
Ecart de conversion	(18)	(112)	(144)
Effet impôt	- (*)	(3)	- (*)
<i>Total des profits et pertes directement enregistrés dans les capitaux propres</i>	27	(79)	(83)
Total des profits et pertes reconnus sur la période	7	(150)	(28)
<i>Attribuable aux</i>			
- Actionnaires de Thomson S.A.	7	(149)	(27)
- Intérêts minoritaires	-	(1)	(1)

(*) Il n'y a pas d'effet impôt compte tenu de la position fiscale déficitaire du Groupe.

VARIATION INTERMEDIAIRE DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES (non audité)

(en millions d'euros)	Attribuable aux actionnaires de Thomson S.A.							Total capitaux propres	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
	Capital social	Actions propres	Prime d'émission	Emission de titres	Autres réserves	Réserves consolidées	Ecart de conversion			
Au 1^{er} janvier 2006	1 025	(239)	1 771	500	43	(980)	89	2 209	7	2 216
Variations pour le premier semestre 2006										
<i>Total des produits et pertes enregistrés dans les capitaux propres (*)</i>	-	-	-	-	33	-	(111)	(78)	(1)	(79)
<i>Résultat net de la période</i>	-	-	-	-	-	(71)	-	(71)	-	(71)
Total des profits et pertes reconnus sur la période	-	-	-	-	33	(71)	(111)	(149)	(1)	(150)
Distribution de la prime d'émission	-	-	(78)	-	-	-	-	(78)	-	(78)
Conversion des BASA (563 264 actions)	2	-	7	-	-	-	-	9	-	9
Distributions (titres super subordonnés)	-	-	-	-	-	(29)	-	(29)	-	(29)
Obligations convertibles	-	-	-	-	(67)	67	-	-	-	-
Actions propres cédées (3 604 099 actions)	-	14	-	-	-	-	-	14	-	14
Engagement de rachat d'intérêts minoritaires et variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Stocks options accordées aux employés (Note 20)	-	-	-	-	7	-	-	7	-	7
Au 30 juin 2006	1 027	(225)	1 700	500	16	(1 013)	(22)	1 983	8	1 991
Variations pour le second semestre 2006										
Total des profits et pertes reconnus sur la période	-	-	-	-	28	126	(32)	122	-	122
Reclassement de stocks options	-	-	(14)	-	14	-	-	-	-	-
Stocks options accordées aux employés	-	-	-	-	6	-	-	6	-	6
Autres	-	-	-	-	-	1	-	1	(1)	-
Au 31 décembre 2006	1 027	(225)	1 686	500	64	(886)	(54)	2 112	7	2 119
Variations pour le premier semestre 2007										
<i>Total des produits et pertes enregistrés dans les capitaux propres (*)</i>	-	-	-	-	45	-	(18)	27	-	27
<i>Résultat net de la période</i>	-	-	-	-	-	(20)	-	(20)	-	(20)
Total des profits et pertes reconnus sur la période	-	-	-	-	45	(20)	(18)	7	-	7
Distribution de la prime d'émission (Note 15)	-	-	(87)	-	-	-	-	(87)	-	(87)
Distributions (titres super subordonnés) ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	(29)	-	(29)	-	(29)
Cessions nettes d'actions propres	-	(1)	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)
Réduction de capital par annulation d'actions propres (2 500 000 actions) (Note 15)	(9)	47	(38)	-	-	-	-	-	-	-
Stocks options accordées aux employés (Note 20)	-	-	-	-	6	-	-	6	-	6
Au 30 juin 2007	1 018	(179)	1 561	500	115	(935)	(72)	2 008	7	2 015

(*) Comme mentionné dans le détail dans l'état intermédiaire des profits et pertes comptabilisés présenté page précédente.

(1) Correspond à la distribution due sur la période du 26 septembre 2006 au 25 septembre 2007 car la totalité de cette distribution a perdu son caractère optionnel du fait de la décision de verser une distribution aux actionnaires ordinaires prise durant l'Assemblée Générale des actionnaires le 15 mai 2007.

1. PRESENTATION GENERALE

Thomson propose une large gamme de technologies, de systèmes et de produits vidéo ainsi que des services pour le grand public et les professionnels de l'industrie du "Média & Entertainment". Depuis le 1^{er} janvier 2005, les activités du Groupe sont organisées autour de trois secteurs principaux : Technologie, Systèmes et Services. Deux autres secteurs regroupent d'une part l'activité Holding et d'autre part l'activité restante non-stratégique : Tubes & Partenariats Electronique Grand Public.

Dans les notes aux états financiers ci-après, les termes "groupe Thomson", "le Groupe" et "THOMSON" définissent THOMSON S.A. et ses filiales consolidées. THOMSON S.A. définit la société mère du groupe Thomson.

Le chiffre d'affaires de Thomson a eu historiquement tendance à être plus élevé au second semestre qu'au premier semestre d'un exercice donné, l'activité étant plus importante notamment en fin d'année. L'incidence de la saisonnalité est historiquement plus marquée sur la profitabilité (déterminée à partir du résultat des activités poursuivies avant charges financières nettes et impôts) que sur le chiffre d'affaires, les frais étant répartis de façon plus uniforme que le chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'année.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de Thomson S.A. le 25 juillet 2007.

2. DESCRIPTION DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

2.1 Principes d'élaboration

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés du Groupe ont été préparés en conformité avec l'ensemble des normes comptables internationales (IFRS) en vigueur telles qu'adoptées par l'Union Européenne et notamment la norme IAS 34 «Information financière intermédiaire». Ils doivent être lus en association avec les états financiers consolidés annuels 2006 du Groupe.

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe sont identiques à celles adoptées lors de la préparation des états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 et sont décrites dans la Note 2 de nos états financiers consolidés annuels 2006, présentés en intégralité dans le rapport annuel 2006 du Groupe, à l'exception des normes et interprétations suivantes qui ont été appliquées à partir du 1^{er} janvier 2007. Leurs impacts sur les états financiers intermédiaires consolidés condensés sont décrits ci-après :

Nouvelles normes ou interprétations	Principales dispositions	Principaux impacts sur les états financiers intermédiaires résumés consolidés 2007
IAS 1 (amendement), Présentation des états financiers et informations à fournir sur le capital	Introduit des informations à fournir concernant le capital d'une entité.	L'amendement d'IAS 1 et la norme IFRS 7 ont seulement une incidence sur les notes annexes aux états financiers. Les informations additionnelles requises seront présentées pour la première fois dans les états financiers annuels 2007 car elles n'ont pas d'impact sur la compréhension des comptes intermédiaires.
IFRS 7, Instruments financiers : informations à fournir	Exige que les notes aux états financiers permettent aux lecteurs d'évaluer l'importance des instruments financiers du Groupe au regard de la situation financière du Groupe, et la nature et l'ampleur des risques résultant de ces instruments.	
IFRIC 7, Application de l'approche du retraitement dans le cadre d'IAS 29	Clarifie les dispositions d'IAS 29.	Pas d'impact
IFRIC 8, Champ d'application d'IFRS 2	Clarifie que la norme IFRS 2 "Paiement sur la base d'actions" s'applique aussi aux transactions pour lesquelles une entité ne peut pas identifier précisément certains ou la totalité des biens ou services reçus.	Pas d'impact au 30/06/2007
IFRIC 9, Réévaluation des dérivés incorporés	Détermine si IAS 39 requiert de procéder à l'analyse des dérivés incorporés uniquement lorsque l'entité devient pour la première fois partie au contrat hybride ou si cette évaluation doit être effectuée tout au long de la vie du contrat.	Pas d'impact au 30/06/2007
IFRIC 10, Information financière intermédiaire et pertes de valeur	Traite de l'interaction entre les exigences posées par IAS 34, d'une part, et la comptabilisation des pertes de valeur affectant le goodwill (IAS36) et certains actifs financiers (IAS 39), d'autre part, ainsi que de l'incidence de cette interaction sur les états financiers intermédiaires et annuels suivants.	Pas d'impact

Les impacts des projets de normes ou d'interprétations actuellement en cours d'étude par l'IASB et l'IFRIC n'ont pas été anticipés dans ces états financiers.

Tous les chiffres présentés sont exprimés en millions d'euros sauf indications contraires.

Les informations IFRS présentées dans ces états financiers ont été élaborées selon le principe du coût historique avec quelques exceptions pour différents actifs et passifs pour lesquels des dispositions spécifiques prévues par les IFRS ont été appliquées, notamment la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

2.2 Principes comptables du Groupe sujets à estimations et jugements

Certains principes utilisés lors de la préparation des comptes consolidés font appel au jugement de la direction du Groupe dans le choix des hypothèses adoptées pour le calcul d'estimations financières, lesquelles comportent, en raison de leur nature, une certaine part d'incertitude. La direction base ses estimations sur des données historiques comparables et sur différentes autres hypothèses qui, au regard des circonstances, sont jugées raisonnables, celles-ci servant de base à la détermination des valeurs au bilan des actifs et passifs et des produits et des charges. Les circonstances et les résultats futurs peuvent différer de ces hypothèses et estimations.

Lors de la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés, les principes comptables majeurs sujets à estimations et jugements de la direction ont été les mêmes que ceux identifiés lors de la préparation des états financiers consolidés pour l'exercice 2006, à l'exception des estimations suivantes qui ont été reconsidérées au 30 juin 2007 :

- **Impôts différés :** Le jugement de la direction du Groupe est requis pour déterminer le niveau de reconnaissance des impôts différés actifs. Lorsqu'une entité spécifique a subi récemment des pertes fiscales, le retour au bénéfice fiscal est supposé improbable, à moins que la reconnaissance d'un impôt différé actif soit justifiée par (1) des pertes qui sont la conséquence de circonstances exceptionnelles et qui ne se renouvelleront pas dans un avenir proche, (2) la perspective de gains exceptionnels ou (3) les résultats futurs attendus des contrats long-terme. Au 30 juin 2007, la direction a établi un plan de recouvrabilité des impôts permettant d'estimer le montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus au bilan consolidé du Groupe.

Au 30 juin 2007, le Groupe a des impôts différés passifs pour 148 millions d'euros et des impôts différés actifs pour 425 millions d'euros, reflétant les estimations de la direction.

- **Evaluation de l'option de conversion incorporée à une dette convertible :** Le 16 septembre 2004, Thomson a émis des obligations subordonnées (1) remboursables en dollars ou (2) convertibles en actions ordinaires (nouvelles, anciennes ou une combinaison des deux) qui, sur option du porteur de l'obligation, peuvent être délivrées en actions Thomson émises sur le marché américain. En application des normes IAS 32 et IAS 39, et en tant qu'instrument de change monétaire, l'obligation a été comptabilisée en distinguant séparément une composante dette et un dérivé incorporé correspondant à l'option de conversion en devises étrangères, enregistré en autres dettes financières non courantes.

Le dérivé incorporé et la composante dette sont reconnus à leur juste valeur à la date d'émission de l'emprunt. Les réévaluations ultérieures du dérivé incorporé ont été reconnues dans le compte de résultat. La direction du Groupe doit faire des estimations afin d'évaluer la juste valeur de l'option de conversion ayant été reconnue séparément de la dette. Pour ce faire, le Groupe a recours à des méthodes de valorisation telles que les modèles binomiaux ou de Black-Scholes dont les principales hypothèses reposent sur la volatilité de l'action Thomson sur le marché, le prix de l'action Thomson à la clôture et le taux de conversion à la date d'évaluation.

Les revalorisations ultérieures de juste valeur du dérivé incorporé ont conduit Thomson à reconnaître un gain financier sans impact en trésorerie de 19 millions d'euros et de 16 millions d'euros respectivement pour le 1^{er} semestre 2007 et 2006 (soit un gain net de 20 millions d'euros et de 17 millions d'euros respectivement après impact des variations de change).

2.3 Gestion des risques financiers

Les objectifs et la politique de gestion des risques financiers du Groupe sont cohérents et conformes avec les éléments décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice 2006.

2.4 Comptabilisation des transactions en devises étrangères

Les principaux cours de clôture et cours moyens retenus sont indiqués dans le tableau ci-dessous (présentant une unité de devise étrangère convertie en euros) :

	Semestre clos le 30 juin 2007		Semestre clos le 30 juin 2006		Exercice clos le 31 décembre 2006	
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
Dollar US (USD)	0,7437	0,7515	0,7862	0,8072	0,7594	0,7918
Livre sterling (GBP)	1,4890	1,4851	1,4398	1,4497	1,4896	1,4646

Le taux moyen est déterminé en calculant la moyenne des taux de clôture mensuels sur la période (sauf si la méthode s'avère inappropriée).

3. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Evolutions en 2007

(a) Principales acquisitions et regroupements d'entreprises

- Le 18 décembre 2006, Thomson a signé avec ITV, le plus important groupe de télévision commerciale privée du Royaume-Uni, un contrat de longue durée pour assurer les prestations de diffusion de ses six chaînes nationales, notamment ITV1. Selon les termes du contrat, Thomson reprend, à compter du 2 janvier 2007, l'exploitation des centres de diffusion, ce qui inclut les actifs, les salariés, ainsi que les différents risques et avantages correspondants. Le prix de la transaction s'élève à 4 millions de livres sterling (équivalent à 7 millions d'euros à la date de transaction). Les activités liées à ITV ont été consolidées à compter du 2 janvier 2007 dans le secteur d'activité Services. L'allocation du prix d'acquisition a été comptabilisée sur une base provisoire et sera finalisée avant la fin de l'année.
- Le 11 janvier 2007, Thomson a exercé son option de rachat sur les 25% d'intérêts minoritaires résiduels de Technicolor Universal Media Services LLC of America pour 16 millions de dollars US (équivalent à 12 millions d'euros à la date de transaction). Ce rachat fait suite à l'acquisition initiale faite en juin 2002 par Thomson de 60% du capital (cette société faisant partie du périmètre acheté lors de l'acquisition des activités de services de Panasonic Disc) suivie d'acquisitions complémentaires à hauteur de 15%. Cette société est consolidée par intégration globale depuis le 25 juin 2002 et le montant optionnel dû aux actionnaires minoritaires était comptabilisé au 31 décembre 2006 au bilan en dette pour un montant estimé à 12 millions d'euros. Par conséquent, cette acquisition n'a pas d'incidence matérielle sur le montant des écarts d'acquisition du groupe car la différence entre le montant des intérêts minoritaires et le prix payé attendu était déjà comptabilisée en écart d'acquisition au 31 décembre 2006.
- Le 16 janvier 2007, Thomson a exercé son option de rachat sur les 22% d'intérêts minoritaires résiduels de Technicolor Network Services UK Limited (anciennement Corinthian Television Facilities Ltd.) pour 3 millions d'euros. Cette transaction fait suite à l'acquisition initiale faite en octobre 2004 par Thomson de 78% du capital de la société. Cette société est consolidée par intégration globale depuis le 27 octobre 2004 et le montant optionnel dû aux actionnaires minoritaires était comptabilisé au 31 décembre 2006 au bilan en dette pour un montant estimé à 3 millions d'euros. Cette acquisition n'a pas d'incidence matérielle sur le montant des écarts d'acquisition du groupe car la différence entre le montant des intérêts minoritaires et le prix payé attendu était déjà comptabilisée en écart d'acquisition au 31 décembre 2006.
- Le 13 février 2007, Thomson a acquis 51% de la société Paprikaas Interactive Services Pty Limited, un des leaders en Inde dans le domaine de l'animation et des jeux vidéos puis a augmenté sa participation à 63%, pour un montant total de 5 millions de dollars US (équivalent à 4 millions d'euros à la date de transaction) versés en numéraire. Depuis lors, cette société est consolidée dans le secteur d'activité Services. L'allocation du prix d'acquisition a été comptabilisée sur une base provisoire et sera finalisée avant la fin de l'année.

Les acquisitions de ITV et de Paprikaas n'ont pas eu un impact significatif sur le bilan consolidé et sur le compte de résultat du Groupe.

(b) Principale cession

Le 21 décembre 2006, Thomson a signé un accord pour la cession de ses activités dans le domaine des accessoires électroniques grand public aux Etats-Unis avec Audiovox Corporation. La vente définitive est intervenue le 29 janvier 2007 pour un prix de 59 millions de dollars US versé en numéraire (équivalent à 42 millions d'euros au taux moyen de la période et 44 millions d'euros à la date de transaction), basé sur le niveau de fonds de roulement à cette date.

La valeur nette comptable de l'actif net cédé à la date de cession était la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur nette comptable à la date de cession
Actif net cédé	
Immobilisations corporelles et incorporelles	28
Stocks et en-cours	25
Autres actifs	2
Provisions	(1)
Fournisseurs et effets à payer	(13)
Autres passifs	(1)
Total actif net cédé	40
Prix de cession	
Produits de la vente encaissés	42
Total prix de cession	42
Résultat de cession	2

Evolution en 2006

(a) Principales acquisitions

- Le 13 janvier 2006, Thomson a acquis les actifs et les passifs de l'activité Services en réseaux d'Electronic Data Systems, Convergent Media Systems ("Convergent"). Ces actifs permettent de fournir des diffusions de qualité et des services numériques vidéo en réseaux dans le domaine de la télévision, de l'enseignement à distance et des services en réseaux. La base installée comprend environ 70 réseaux avec 35 000 sites et 400 000 lieux de visualisation. Le prix d'acquisition s'est élevé à 37 millions de dollars US (32 millions d'euros convertis à la date de transaction), toujours susceptible d'être augmenté à hauteur d'un montant maximum de 4 millions de dollars US (soit 3 millions d'euros au taux de change du 30 juin 2007) selon les performances de la société sur 2007. Thomson consolide cette activité depuis le 13 janvier 2006. Convergent est intégrée dans le secteur d'activité Services.
- Le 26 janvier 2006, Thomson a pris le contrôle de 94% du capital de Canopus, société cotée au marché de Tokyo, pour un montant total de 12 milliards de yens (87 millions d'euros convertis à la date de transaction). Canopus est le leader japonais des logiciels de montage vidéo haute définition. Cette acquisition s'est faite en deux étapes. Dans un premier temps, le 5 décembre 2005, le Groupe a acquis 33% des actions émises et en circulation de Canopus Co., Ltd via un placement privé. Dans un deuxième temps, Thomson a lancé une offre publique d'achat sur les actions restantes de Canopus. L'opération s'est achevée le 26 janvier 2006, permettant à Thomson de prendre le contrôle de 61% supplémentaire dans le capital de Canopus. Le prix d'acquisition a été payé pour partie en numéraire et pour le solde par livraison de 821 917 actions Thomson. Le 11 août 2006, Thomson a acquis les 6% d'actions restantes pour 6 millions d'euros et sorti de la cote les actions de la Bourse de Tokyo. Thomson consolide cette activité depuis le 26 janvier 2006. Canopus est intégré dans le secteur d'activité Systèmes.
- Le 23 juin 2006, Thomson a acquis les intérêts minoritaires restant (16%) de Nextamp, une entreprise française spécialisée dans la protection du contenu vidéo avec des technologies de marquage numérique ("watermarking") pour un montant total de 2 millions d'euros payés en numéraire. Cette acquisition faisait suite à une transaction initiale en 2004 portant sur 10% du capital de cette société et à un second achat réalisé en 2005 pour 74% du capital payé 7 millions d'euros en numéraire. Le coût total de l'acquisition de Nextamp s'élève donc à 9 millions d'euros. Cette entreprise est consolidée par intégration globale depuis le 17 juin 2005 et est intégrée dans le secteur d'activité Technologie.
- Le 3 juillet 2006, Thomson a racheté les 49% d'intérêts minoritaires de sa filiale VCF Thématiques (VCF) pour 17 millions d'euros. Cette acquisition faisait suite à une transaction initiale réalisée en octobre 2005 portant sur une prise de participation de 51% du capital réalisée via une augmentation de capital de 17 millions d'euros. VCF Thématiques est consolidée depuis le 27 octobre 2005, et le montant optionnel dû aux actionnaires minoritaires avait été comptabilisé en dette pour un montant estimé de 16 millions d'euros au 31 décembre 2005. VCF Thématiques est intégrée dans le secteur d'activité Services.
- Le 4 octobre 2006, Thomson a acheté la société hollandaise NOB Cross Media Facilities (NOB CMF), filiale de Nederlands Omroepproductie Bedrijf (« NOB ») pour un montant total de 17 millions d'euros. Cette

société fournit une offre de support et de service pour la préparation, la gestion et la diffusion numérique de plusieurs types de contenus audio et vidéo sur différents supports media. NOB est une société publique qui opère dans les activités de diffusion en Hollande. NOB CMF est consolidée depuis le 4 octobre 2006 et est intégrée dans le secteur d'activité Services.

Au cours du premier semestre 2007, pour l'ensemble des acquisitions mentionnées ci-dessus, il n'y a pas eu de mouvement significatif dans les justes valeurs provisoires telles que comptabilisées au 31 décembre 2006. Pour NOB, l'allocation définitive du prix d'acquisition sera réalisée avant la fin de l'année 2007.

(b) Principales cessions

- En mars 2006, Thomson a transféré à une société allemande ses actifs résiduels et le personnel liés à l'activité de modules optiques.
- En octobre 2006, Thomson a conclu un accord avec TCL Multimedia Technology Holding Ltd. (« TCL Multimedia »), société cotée sur le marché de Hong-Kong détenant TTE et TCL Corporation, afin de faciliter l'évolution de TTE en Europe, sécuriser la pérennité des activités de l'usine Thomson d'Angers et résoudre certains problèmes dans le contexte de l'accord contractuel initial. En particulier, cet accord a mis fin au droit d'utilisation de la marque "Thomson®" à la fin de l'année 2008 sur quasiment l'ensemble de l'Europe. De plus, Thomson a conclu un accord avec TCL Corporation en octobre 2006 pour annuler la période de non-cessibilité des actions TCL Multimedia détenues par Thomson. Le 3 novembre 2006, Thomson a annoncé avoir ramené sa participation dans TCL Multimedia à 753 888 095 actions, représentant 19,32% du capital social de TCL Multimedia, avec la vente de 390 294 000 actions dans le cadre d'un placement privé. Après la vente de cette participation, TCL Multimedia n'est plus consolidée dans les comptes de Thomson par mise en équivalence du fait de la perte de l'influence notable. Depuis cette date, les actions restantes de TCL Multimedia détenues par Thomson sont comptabilisées en actifs financiers disponibles à la vente et elles ont fait l'objet de cessions régulières, Thomson ne possédant plus qu'environ 3% du capital social de TCL Multimedia à la fin du premier semestre 2007.

4. INFORMATION PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Les commentaires suivants sont applicables pour les deux tableaux ci-dessous :

- Les secteurs d'activité Technologie, Systèmes et Services génèrent l'essentiel de leur chiffre d'affaires via, respectivement, les redevances, la vente de marchandises et la vente de services.
- La ligne du compte de résultat "Résultat des activités poursuivies avant charges financières nettes et impôts" n'inclut pas les éléments intragroupes.
- Les lignes "Amortissements des relations contractuelles avec les clients" et "Autres amortissements et dépréciations", correspondent uniquement aux activités poursuivies et incluent l'amortissement des contrats clients (dans "autres amortissements et dépréciations").
- La ligne "Autres produits (charges) sans contrepartie de trésorerie" inclut principalement les variations de provisions sans impact de trésorerie.
- La ligne "Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession" est répartie par secteur sur la base du secteur initial de ces activités.
- La ligne "Actifs d'exploitation du secteur" inclut les avances et acomptes versés ou reçus sur commandes en cours.
- La ligne "Total actif sectoriel" inclut les actifs d'exploitation utilisés par un secteur et comprennent principalement les créances clients, les stocks, les immobilisations corporelles et incorporelles (y compris les écarts d'acquisition), nets des amortissements et des provisions. Ces montants incluent les avances et acomptes versés sur commandes en cours. Les actifs du secteur ne comprennent pas les actifs d'impôts.
- La ligne "Actif non affecté" inclut principalement les actifs financiers, les comptes courants avec les filiales du Groupe, les actifs d'impôts et les actifs destinés à être cédés (principalement liés au secteur Systèmes).
- La ligne "Passif non affecté" inclut principalement les passifs financiers et d'impôts ainsi que les passifs destinés à être cédés (principalement liés au secteur Systèmes).
- La ligne "Capitaux mis en œuvre" correspond à la somme des immobilisations corporelles et incorporelles nettes (à l'exception des écarts d'acquisition), du besoin en fonds de roulement d'exploitation et des autres actifs et passifs courants (à l'exception des provisions dont celles pour retraites et avantages assimilés, de l'impôt, des dettes relatives aux acquisitions d'entités et des dettes aux fournisseurs d'immobilisations).
- La ligne "Investissements" est calculée avant la variation nette du poste fournisseurs d'immobilisations (qui s'élève respectivement à (8) millions d'euros et à (5) millions d'euros aux 30 juin 2007 et 2006).
- Le secteur d'activité "Tubes & Partenariats Electronique" travaille principalement au bénéfice des autres filiales du Groupe et des tiers en tant que sous-traitant industriel.

(en millions d'euros)

	Technologie	Systèmes	Services	Holding	Partenariats Tubes et Electronique	Eliminations	Total
Semestre clos le 30 juin 2007							
Compte de résultat							
Chiffre d'affaires	272	1 263	1 091	6	19	-	2 651
Chiffre d'affaires inter-secteurs	12	10	-	39	25	(86)	-
Résultat des activités poursuivies avant charges financières nettes et impôts	133	(6)	13	(41)	2	-	101
Dont							
Amortissement des relations contractuelles avec les clients	-	(12)	(14)	-	-	-	(26)
Autres amortissements et dépréciations	(11)	(49)	(104)	(2)	(1)	-	(167)
Autres produits (charges) sans contrepartie de trésorerie	(2)	(26)	(55)	(2)	31	-	(54)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(10)	(56)	-	-	-	-	(66)
Bilan							
Actif							
Actifs d'exploitation du secteur	203	1 231	1 563	34	44	-	3 075
Ecart d'acquisition	25	638	1 055	-	-	-	1 718
Autres actifs du secteur	172	266	426	558	89	-	1 511
Total actif sectoriel	400	2 135	3 044	592	133	-	6 304
Titres des sociétés mises en équivalence	4	-	-	1	7	-	12
Actif non affecté							955
Total actif consolidé							7 271
Passif							
Passif sectoriel	259	898	632	553	286	-	2 628
Passif non affecté							2 628
Total passif consolidé (hors capitaux propres)							5 256
Autres informations							
Investissements	(11)	(52)	(60)	(1)	-	-	(124)
Capitaux mis en œuvre	150	643	1 384	(54)	10	-	2 133

<i>(en millions d'euros)</i>	Tubes et						Total
	Technologie	Systèmes	Services	Holding	Partenariats	Eliminations	
	Semestre clos le 30 juin 2006						
Compte de résultat							
Chiffre d'affaires	263	1 181	1 112	13	60	-	2 629
Chiffre d'affaires inter-secteurs	19	11	-	44	8	(82)	-
Résultat des activités poursuivies avant charges financières nettes et impôts	140	24	8	(39)	(25)	-	108
Dont							
Amortissement des relations contractuelles avec les clients	-	(13)	(15)	-	-	-	(28)
Autres amortissements et dépréciations	(7)	(38)	(125)	(3)	(1)	-	(174)
Autres produits (charges) sans contrepartie de trésorerie	7	(22)	(29)	(11)	(9)	-	(64)
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	(42)	-	(42)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(4)	(67)	-	-	(3)	-	(74)
Autres informations							
Investissements	(13)	(54)	(73)	(3)	(1)	-	(144)
Capitaux mis en œuvre	28	559	1 555	(29)	47	-	2 160

5. FRAIS COMMERCIAUX ET ADMINISTRATIFS ET AUTRES PRODUITS (CHARGES)

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2007	30 juin 2006
Frais commerciaux et de marketing	(153)	(140)
Frais généraux et administratifs	(195)	(183)
Frais commerciaux et administratifs	(348)	(323)
Autres produits (charges) ⁽¹⁾	18	(26)

(1) La ligne "Autres produits (charges)" inclut les éléments suivants :

- Les coûts de restructuration pour (64) millions d'euros et (31) millions d'euros pour le premier semestre clos respectivement au 30 juin 2007 et 30 juin 2006 et détaillés en Note 19.1
- La réduction du régime de couverture médicale aux Etats-Unis pour 49 millions d'euros pour le premier semestre clos au 30 juin 2007, principalement allouée à l'activité Tubes & Partenariats Electronique Grand Public (voir Note 18).
- Les gains relatifs à la cession d'actifs immobiliers (liés au secteur d'activité Services) pour 42 millions d'euros pour le semestre clos au 30 juin 2007.

6. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>30 juin 2007</u>	<u>30 juin 2006</u>
Frais de recherche et de développement, bruts	(176)	(168)
Projets de développement inscrits en immobilisations incorporelles	38	40
Amortissement des actifs incorporels de recherche et de développement (*)	(24)	(13)
Subventions reçues	11	3
Frais de recherche et de développement, nets	(151)	(138)

(*) N'inclut pas une partie des amortissements qui est enregistrée en "Coût de l'activité".

7. CHARGES FINANCIERES NETTES

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>30 juin 2007</u>	<u>30 juin 2006</u>
Produits d'intérêts	11	9
Charges d'intérêts ⁽¹⁾	(59)	(47)
Charges d'intérêts nettes	(48)	(38)
Composante financière des charges liées aux plans de retraites	(12)	(13)
Autres charges financières	(2)	(2)
Gain (perte) de change ⁽²⁾	4	5
Instruments financiers évalués à leur juste valeur (perte)	(3)	(3)
Variation de la juste valeur du dérivé incorporé lié à l'obligation convertible SLP ⁽³⁾	19	16
Autres	2	(10)
Autres produits (charges) financiers nets	8	(7)
Charges financières nettes	(40)	(45)

(1) Depuis le 1^{er} janvier 2005 en application de la norme IAS 32, la composante « option » de nos obligations convertibles est séparée de la dette et comptabilisée de manière distincte. De plus, la méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour le calcul des charges d'intérêts. L'impact IFRS pour nos obligations convertibles comparé au traitement comptable appliqué antérieurement en normes françaises (utilisation du taux nominal) est une charge d'intérêt complémentaire de 4 millions d'euros pour le premier semestre 2007 et le premier semestre 2006.

(2) Inclut 1 million d'euros de gain de change relatif au dérivé incorporé de l'obligation convertible SLP en dollars US à la fois pour le premier semestre 2007 et le premier semestre 2006.

(3) Représente l'impact de la variation de la juste valeur du dérivé incorporé de l'obligation convertible SLP en dollars US qui est comptabilisé distinctement de la composante dette de l'obligation.

8. IMPOT SUR LES RESULTATS

Aux 30 juin 2007 et 2006, la charge d'impôt est déterminée en utilisant les taux d'impôts effectifs estimés à fin 2007 et 2006 (respectivement). Ce taux est calculé pays par pays et est compris entre 15% et 40% pour 2007 et 2006.

La charge d'impôt pour le 1^{er} semestre 2007 s'élève à 15 millions d'euros (comparée à 18 millions d'euros au 1^{er} semestre 2006).

La charge d'impôt courante se compose de retenues à la source et d'impôt courant dans les pays où le Groupe ne dispose pas de reports déficitaires, notamment en Grande-Bretagne et en Australie.

Analyse des variations des impôts différés actifs et passifs

<i>(en millions d'euros)</i>	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Total, Impôts différés nets
Au 31 décembre 2006	397	(143)	254
Variations impactant le résultat de la période	19	(4)	15
Autres mouvements (*)	9	(1)	8
Au 30 juin 2007	425	(148)	277

(*) En 2007, cette ligne inclut l'impact des variations de périmètre (+ 7 millions d'euros).

9. ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION

Le 21 décembre 2006, Thomson a signé un accord pour la cession de ses activités dans le domaine des accessoires électroniques grand public aux Etats-Unis avec Audiovox Corporation. La vente définitive est intervenue le 29 janvier 2007 (voir Note 3 pour les impacts détaillés de cette cession).

Les résultats des activités arrêtées ou en cours de cession mentionnées ci-dessus sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2007 (*)	30 juin 2006 (*)
Chiffre d'affaires	225	384
Coût de l'activité	(196)	(342)
Marge Brute	29	42
Autres charges d'exploitation	(76)	(108)
Pertes liées à l'évaluation des actifs à la juste valeur ⁽¹⁾	(19)	-
Résultat de cession des activités cédées	2	-
Résultat avant charges financières nettes et impôts	(64)	(66)
Charges d'intérêts nettes ⁽²⁾	-	1
Autres charges financières	(1)	(6)
Impôt sur les résultats ⁽³⁾	(1)	(3)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(66)	(74)

(1) Correspond à une perte de valeur comptabilisée pour enregistrer des actifs immobilisés à leur juste valeur diminuée des coûts de cession.

(2) Composées de 1 million d'euros de produits d'intérêts au 30 juin 2006 (aucun produit ou charge d'intérêts sur le premier semestre 2007).

(3) Ce montant ne comprend pas d'impôt significatif lié au résultat de cession des activités cédées.

(*) Le résultat est principalement lié aux activités AVA.

Les actifs et passifs liés aux activités en cours de cession et qui sont considérés comme destinés à être cédés au 31 décembre 2006 et au 30 juin 2007 sont présentés séparément des autres éléments au sein du bilan consolidé du Groupe.

La répartition par nature des actifs et passifs destinés à être cédés est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2007	31 décembre 2006
Immobilisations corporelles et incorporelles	8	56
Autres actifs	2	5
Stocks et en-cours	81	103
Clients et autres débiteurs	101	100
Total - Actifs destinés à être cédés	192	264
Provisions pour risques et restructurations	22	30
Dettes financières	12	6
Fournisseurs et autres créditeurs	139	196
Total - Passifs destinés à être cédés	173	232

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles ⁽¹⁾	Total
Au 31 décembre 2006					
Brut	43	218	1 240	230	1 731
Amortissements cumulés	(5)	(88)	(713)	(112)	(918)
Net	38	130	527	118	813
Premier semestre 2007					
Ouverture au 1 ^{er} janvier 2007	38	130	527	118	813
Ecart de conversion	(1)	(1)	(3)	(1)	(6)
Acquisitions	-	-	54	27	81
Cessions ⁽²⁾	(21)	(31)	(3)	(1)	(56)
Amortissements	-	(6)	(74)	(11)	(91)
Perte de valeur	-	-	(2)	(1)	(3)
Autres variations	-	2	21	(23)	-
30 juin 2007, net	16	94	520	108	738
Au 30 juin 2007					
Brut	21	178	1 272	222	1 693
Amortissements cumulés	(5)	(84)	(752)	(114)	(955)
Net	16	94	520	108	738

(1) Comprend les immobilisations corporelles en cours.

(2) Sur la période, plusieurs cessions immobilières ont été réalisées relatives à des sites appartenant à l'activité Services pour une valeur nette comptable totale de 54 millions d'euros.

11. ECARTS D'ACQUISITION ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Brevets et marques	Relations contractuelles avec les clients	Autres immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	Total des immobilisations incorporelles	Ecart d'acquisition
Au 31 décembre 2006					
Brut	522	644	440	1 606	1 719
Amortissements cumulés et pertes de valeur	(146)	(187)	(202)	(535)	(5)
Net	376	457	238	1 071	1 714
Premier semestre 2007					
Ouverture au 1 ^{er} janvier 2007	376	457	238	1 071	1 714
Ecart de conversion	(6)	(7)	(2)	(15)	(21)
Acquisition de filiales ⁽²⁾	-	(2)	-	(2)	25
Acquisitions	1	-	59	60	-
Amortissements	(9)	(26)	(46)	(81)	-
Autres variations	-	(5)	4	(1)	-
30 juin 2007, net	362	417	253	1 032	1 718
Au 30 juin 2007					
Brut	514	626	497	1 637	1 723
Amortissements cumulés et pertes de valeur	(152)	(209)	(244)	(605)	(5)
Net	362	417	253	1 032	1 718

- (1) Inclut les projets de développement capitalisés, les logiciels acquis ou développés et les technologies acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.
- (2) Comprend l'impact sur l'année en cours des acquisitions mentionnées en Note 3 et l'impact définitif de l'ajustement à la juste valeur des acquisitions de l'année précédente.

En 2006 et sur le premier semestre 2007, aucune dépréciation d'écart d'acquisition n'a été comptabilisée.

12. AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

<i>(en millions d'euros)</i>	Titres cotés	Titres non cotés ⁽¹⁾	Total
Au 31 décembre 2006	247	19	266
Cessions ⁽²⁾	(32)	-	(32)
Ajustement à la juste valeur ⁽³⁾	(4)	-	(4)
Ecart de conversion	-	(1)	(1)
Au 30 juin 2007⁽⁴⁾	211	18	229

- (1) Ce compte inclut des participations minoritaires dans des sociétés non cotées stratégiques pour le Groupe.
- (2) Le Groupe a perçu un montant total de 36 millions d'euros lors des ventes réalisées sur le premier semestre 2007 d'une partie de ses titres TCL Multimédia.
- (3) Ce compte inclut les ajustements à la juste valeur comptabilisés directement en situation nette (+1 million d'euros relatif à TCL et (5) millions d'euros relatifs à Videocon).
- (4) Au 30 juin 2007, le montant des actifs financiers disponibles à la vente est principalement constitué de titres Videocon Industries et d'actions TCL Multimedia.

13. STOCKS ET EN-COURS

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>30 juin 2007</u>	<u>31 décembre 2006</u>
Matières premières	122	127
En-cours	43	48
Produits finis et marchandises	287	235
Valeur brute	452	410
Provisions pour dépréciation	(49)	(44)
Total	403	366

La directive européenne "Restriction de l'utilisation de substances dangereuses (« RoHS ») introduit des restrictions sur l'utilisation du plomb et de certaines autres substances contenues dans des produits électroniques spécifiques, qui concernent certains des produits du Groupe (au sein du secteur d'activité Systèmes) vendus dans l'Union Européenne après juin 2006. Les coûts de mise en conformité avec cette directive pour certains produits principalement fabriqués par l'activité Diffusion professionnelle et Réseaux ne peuvent pas être précisément déterminés avant que les états membres publient leur guide d'application pratique définitif et que la Commission statue sur certaines requêtes d'exemptions en cours d'analyse à ce jour.

Au 30 juin 2007, les producteurs sont donc dans l'attente des décisions de la Commission sur plusieurs requêtes d'exemption déposées en 2005 et 2006, concernant notamment la catégorie des composants ou des produits assemblés spécialisés de dernier achat de renouvellement (« Last Time Buy »). Le Groupe anticipe une résolution favorable de ce problème de dernier achat de renouvellement (« Last Time Buy »). Si ces exemptions n'étaient pas obtenues, l'activité Diffusion professionnelle et Réseaux aurait à encourir des coûts additionnels limités de reconception, car la plupart des produits ont déjà été mis en conformité avec cette directive.

14. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>30 juin 2007</u>	<u>31 décembre 2006</u>
Trésorerie	229	346
Equivalents de trésorerie	520	965
Total⁽¹⁾	749	1 311

(1) Incluant un dépôt effectué par TCE Television Taiwan garantissant un prêt à Thomson du même montant et s'élevant à 55 millions d'euros au 30 juin 2007 et au 31 décembre 2006.

15. CAPITAUX PROPRES

(a) Capital et prime d'émission

Le Conseil d'administration du 15 mai 2007 a décidé de réduire le capital social à 1 017 642 360 euros par l'annulation de 2 500 000 actions propres détenues par le Groupe (soit une baisse du capital de 9 375 000 euros).

	<u>30 juin 2007</u>	<u>31 décembre 2006</u>
Nombre d'actions en circulation	271 371 296	273 871 296
Valeur nominale en euros	3,75	3,75
Capital social de Thomson en euros	1 017 642 360	1 027 017 360

(b) Actions propres

	<u>30 juin 2007</u>	<u>31 décembre 2006</u>
Nombres d'actions propres en début de période	12 644 453	16 356 540
Mouvements de la période		
Acquisitions de la période ⁽¹⁾	3 044 730	-
Cessions de la période ⁽¹⁾	(2 930 795)	-
Attribuées	(2 314 303)	(3 712 087)
Annulées	(2 500 000)	-
Nombre d'actions propres en fin de période	7 944 085	12 644 453
Actions vendues mais non encore attribuées (Inventel et Cirpack) ⁽²⁾	(347 457)	(2 568 400)
Nombre d'actions détenues ajustées des actions à attribuer	7 596 628	10 076 053
Valorisation des actions propres en euros	178 799 711	225 305 043

(1) Achats et ventes d'actions Thomson dans le cadre d'un contrat de liquidité mis en place en avril 2007.

(2) Nombre ajusté des actions supplémentaires potentielles.

Durant le premier semestre 2007, 2 314 303 actions ont été attribuées dont 1 487 524 pour Cirpack et 826 779 pour Inventel.

(c) Dividendes et distributions

L'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 15 mai 2007 a approuvé une distribution de 0,33 euro par action, soit une distribution totale de 87 millions d'euros. Ce montant a été versé en juillet 2007. Le versement de cette distribution a mis un terme à la possibilité de ne pas verser un coupon aux détenteurs des titres super subordonnés pour la période de 12 mois concernée (26 septembre 2006 – 25 septembre 2007). Ainsi, parmi le montant dû, 8 millions d'euros sont comptabilisés comme une distribution complémentaire relative à l'exercice 2006, 14 millions d'euros au titre du premier semestre 2007 et 7 millions d'euros pour la période courant du 1^{er} juillet 2007 au 25 septembre 2007. Le montant total (29 millions d'euros) est déduit des capitaux propres au 30 juin 2007 et présenté au sein des dettes courantes.

(d) Juste valeur des opérations de couverture inscrites en situation nette

Les gains et pertes sur les instruments de couverture considérés comme couvertures de flux de trésorerie sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. Au 31 décembre 2006, 2 millions d'euros de pertes ont été comptabilisés en capitaux propres puis recyclés en résultat au cours du premier semestre 2007. Au 30 juin 2007, un gain de 3 millions d'euros sur les instruments de couverture a été reconnu en capitaux propres.

16. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

La juste valeur de tous les instruments financiers dérivés du Groupe est présentée dans le tableau ci-dessous. Celle des swaps de taux d'intérêt est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs. En revanche, pour les opérations complexes de swap de taux, la juste valeur est déterminée à partir d'évaluations effectuées par des contreparties bancaires indépendantes. La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de devises est calculée en actualisant la différence entre le cours à terme du contrat et le cours à terme recalculé en fonction des nouvelles conditions de marché et en multipliant cette différence par le montant nominal. La juste valeur des options est déterminée par un logiciel utilisant des modèles standards de valorisation d'options et vérifiée auprès d'institutions financières indépendantes.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2007		31 décembre 2006	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Swaps de taux d'intérêt – sans relation de couverture ⁽¹⁾	-	1	2	-
Swaps de taux d'intérêt – couvertures de juste valeur ⁽¹⁾	2	21	5	13
Options sur actions (option de conversion de l'obligation SLP)	-	18	-	38
Total non courant	2	40	7	51
Contrats de change à terme – couvertures de flux de trésorerie et de juste valeur	4	3	5	9
Contrats de change à terme - sans relation de couverture ⁽²⁾	1	-	2	1
Options de change	2	-	1	-
Options sur actions	1	-	-	-
Total courant	8	3	8	10
Total	10	43	15	61

(1) Le montant notionnel des swaps de taux d'intérêt au 30 juin 2007 était de 806 millions d'euros (31 décembre 2006 : 822 millions d'euros), la totalité de ces opérations étant à long terme. Au 30 juin 2007, les taux d'intérêts fixes varient de 4,13% à 6,33% (au 31 décembre 2006, 2,12% à 6,33%) et les taux d'intérêts variables sont basés sur le \$-LIBOR et £-LIBOR.

(2) Couvertures de dettes et de liquidités libellées en devise étrangère ; les instruments dérivés et les dettes/liquidités sont évalués à la valeur de marché et le gain ou la perte de change sont enregistrés en résultat.

Le risque de crédit sur ces instruments financiers dérivés à l'actif résulte de la possibilité que les contreparties ne puissent pas remplir leurs obligations financières envers Thomson. Le risque maximum correspond à la valeur de marché de ces instruments comme décrit dans le tableau ci-dessus, soit 10 millions d'euros au 30 juin 2007 et 15 millions d'euros au 31 décembre 2006.

17. DETTES FINANCIERES

17.1 Analyse par catégories

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2007	31 décembre 2006
Emprunts auprès d'établissements financiers et de crédit	1 774	2 116
Obligations convertibles ou échangeables (<i>mars 2002</i>)	13	12
Obligations convertibles ou échangeables (<i>septembre 2004</i>)	348	352
Découverts bancaires	103	111
Autres dettes financières ⁽¹⁾	36	61
Intérêts courus	11	17
Total	2 285	2 669
<i>Total non courant</i>	<i>1 329</i>	<i>1 393</i>
<i>Total courant</i>	<i>956</i>	<i>1 276</i>

(1) Inclut les dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts minoritaires et aux options de vente accordées aux minoritaires pour un montant de 0 au 30 juin 2007 et 16 millions d'euros au 31 décembre 2006.

17.2 Principales caractéristiques de l'endettement du groupe Thomson

(a) Analyse par échéances

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>30 juin 2007</u>	<u>31 décembre 2006</u>
Total dette courante (moins d'un an)	956	1 276
Entre 1 et 3 ans	183	123
Entre 3 et 5 ans ⁽¹⁾	517	611
Supérieur à 5 ans	629	659
Total dette non courante	1 329	1 393
Total dette	2 285	2 669

- (1) Les obligations convertibles ou échangeables émises en faveur de Silver Lake Partners LLC pour une valeur comptable de 343 millions d'euros au 30 juin 2007 (hors coupon couru), ont pour échéance le 16 septembre 2010 et figurent ci-dessus parmi les échéances de 3 à 5 ans mais l'investisseur a une option de remboursement anticipé à compter du 16 septembre 2008.

(b) Caractéristiques des taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous montre les périodes pour lesquelles les taux d'intérêt de l'endettement de Thomson sont fixés pour toute dette supérieure à un an, la dette inférieure à un an étant considérée comme variable.

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>Montants au 30 juin 2007 dont les taux d'intérêt sont fixés pour les périodes suivantes</u>			
	<u>Moins d'un an</u>	<u>Entre 1 et 5 ans</u>	<u>Supérieur à 5 ans</u>	<u>Total</u>
Total des emprunts	1 139	626	520	2 285
Effet des swaps de taux d'intérêt	509	(146)	(363)	-
Net	1 648	480	157	2 285

(c) Taux d'intérêt effectif

	<u>30 juin 2007</u>	<u>31 décembre 2006</u>
Total emprunts (incluant l'impact des swaps de taux)	4,92%	4,60%
<i>Dont obligations convertibles</i>	5,76%	5,76%

(d) Analyse par devises

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>30 juin 2007</u>	<u>31 décembre 2006</u>
Euro	956	1 258
Dollar US	1 175	1 228
Autres devises	154	183
Total dette	2 285	2 669

(e) Lignes de crédit non tirées

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2007	31 décembre 2006
Lignes de crédit confirmées à plus d'un an ⁽¹⁾	1 750	1 350
Lignes de crédit non confirmées ⁽²⁾	815	838

- (1) Bien que la ligne de crédit confirmée du Groupe pour un montant de 1,75 milliard d'euros ne soit pas tirée au 30 juin 2007, elle sert de ligne de soutien au programme de billets de trésorerie, dont l'encours est de 730 millions d'euros au 30 juin 2007.
- (2) Le montant cité correspond au montant total de la ligne de crédit diminué des emprunts tirés ; les lignes non confirmées sont aussi utilisées à chaque fin d'année pour des besoins non afférents aux emprunts (ligne pour les opérations de change, ligne de crédits documentaires, garanties de douanes, etc).

(f) Clauses conventionnelles

Deux des contrats de financement de Thomson possèdent des clauses conventionnelles se référant à la situation financière consolidée : les emprunts souscrits auprès d'investisseurs institutionnels pour un total de 936 millions d'euros et le contrat de location des actifs au Mexique pour un montant de 33 millions d'euros. Ces financements sont sujets à deux clauses conventionnelles : (i) respect du ratio résultat des activités poursuivies avant charges de restructurations, charges financières nettes et impôts sur charges d'intérêts nets d'au moins 3 pour 1, et (ii) un ratio maximum de dettes nettes sur capitaux propres de 1 pour 1.

Au 30 juin 2007, Thomson respecte entièrement ces ratios.

18. PROVISIONS POUR RETRAITES ET AVANTAGES ASSIMILES

18.1 Analyse des provisions comptabilisées au bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	Plans de retraites et avantages assimilés	Couverture médicale	Total
Solde au 31 décembre 2006	438	134	572 (*)
Charge nette de l'exercice	17	4	21
Utilisation	(29)	(7)	(36)
Gains (pertes) actuariels comptabilisés en contrepartie des capitaux propres (EPPC) ⁽¹⁾	(39)	(6)	(45)
Réduction de régime ⁽²⁾	-	(49)	(49)
Ecart de conversion et autres	(2)	(1)	(3)
Solde au 30 juin 2007	385	75	460 (*)

(1) En complément des (45) millions d'euros de gains actuariels, 1 million d'euro de perte actuarielle a également été reconnue dans "l'Etat des Profits et pertes Comptabilisés" (EPPC) au 30 juin 2007 concernant le droit à remboursement comptabilisé à l'actif (relatif au plan de couverture médicale aux Etats-Unis).

(2) En juin 2007, Thomson a réduit et éliminé certains avantages relatifs au plan de couverture médicale aux Etats-Unis à la suite d'une première modification de plan similaire en octobre 2006. Ces changements de plan concernent essentiellement (i) l'augmentation graduelle de la quote-part des coûts de couverture payés par les bénéficiaires pour les avantages de couverture médicale à compter du 1^{er} janvier 2009, (ii) des changements sur les couvertures de frais médicaux et de prescription pour les bénéficiaires âgés de 50 à 64 ans et (iii) l'élimination des assurances vies pour les salariés actifs. Ces modifications de plan ont été comptabilisées en réduction de régime. L'effet net de ces changements est un gain de 49 millions d'euros reconnu dans le compte de résultat (dont l'effet est une réduction de la dette de 49 millions d'euros).

(*) Dont la partie courante s'élève à 66 millions d'euros au 30 juin 2007 et 67 millions d'euros au 31 décembre 2006.

18.2 Eléments du compte de résultat

La charge nette de retraite et des avantages médicaux accordés aux retraités pour les premiers semestres 2007 et 2006 se décompose de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Plans de retraites et avantages assimilés		Couverture médicale		Total	
	Semestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Coût des services rendus	9	11	-	1	9	12
Coût financier ⁽¹⁾	14	12	4	10	18	22
Rendement attendu des actifs de couverture ⁽¹⁾	(6)	(4)	-	-	(6)	(4)
Réduction de régime ⁽²⁾	-	-	(49)	-	(49)	-
Amortissement des coûts des services passés rendus	-	-	-	(1)	-	(1)
Charge totale de la période	17	19	(45)	10	(28)	29

(1) Dont respectivement 12 millions d'euros et 13 millions d'euros nets sont reconnus en résultat des activités poursuivies (au sein des charges financières nettes) au 30 juin 2007 et 2006.

(2) L'effet des réductions de régime est principalement imputable aux changements du plan de couverture médicale décrits plus haut. En 2007, le gain net des changements du plan de couverture médicale s'élève à 49 millions d'euros et se rapporte principalement à l'activité Partenariats Electronique Grand Public. Le gain net des réductions de régime se décompose en 48 millions d'euros relatif à l'obligation et 1 million d'euros liés à des coûts des services passés rendus non reconnus.

Le coût financier et le rendement attendu des actifs de couverture ainsi que les produits financiers sur les droits à remboursement sont inclus dans les charges financières nettes du Groupe.

19. PROVISIONS POUR RESTRUCTURATIONS ET AUTRES PROVISIONS

19.1 Provisions pour restructuration

<i>(en millions d'euros)</i>	Provisions pour restructuration
Solde au 31 décembre 2006	120
Dotations de la période ⁽¹⁾	74
Reprises ⁽¹⁾	(6)
Utilisations de la période	(87)
Autres mouvements	(5)
Solde au 30 juin 2007	96
<i>Dont courant</i>	57
<i>Dont non courant</i>	39

(1) Les coûts de restructuration, nets des reprises, ont été enregistrés dans le compte de résultat consolidé intermédiaire comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2007	30 juin 2006
<u>Résultat net des activités poursuivies</u>		
<i>Coûts de réorganisation et fermeture de sites</i>	(62)	(31)
<i>Dépréciation d'actifs</i>	(2)	-
<i>Autres produits (charges)</i>	(64)	(31)
<u>Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession</u>	(4)	(4)
Total coûts de restructuration	(68)	(35)

19.2 Autres provisions

<i>(en millions d'euros)</i>	Garanties	Autres	Total ⁽¹⁾
Au 31 décembre 2006	40	153	193
Dotations de la période	31	15	46
Reprises	(3)	(7)	(10)
Utilisations de l'exercice	(31)	(35)	(66)
Ecart de conversion et autres mouvements	5	(27)	(22)
Au 30 juin 2007	42	99	141

(1) Répartition du montant total :

- 58 millions d'euros en passif non courant et 83 millions d'euros en passif courant au 30 juin 2007,
- 107 millions d'euros en passif non courant et 86 millions d'euros en passif courant au 31 décembre 2006.

20. PAIEMENTS SUR LA BASE D' ACTIONS

Principales hypothèses utilisées

L'estimation des justes valeurs des options octroyées a été réalisée en utilisant le modèle Black & Scholes de valorisation d'option.

Les hypothèses utilisées dans le modèle sont identiques à celles utilisées au 31 décembre 2006.

Mouvements de la période

- Le Conseil d'Administration du Groupe réuni le 21 juin 2007 a décidé de lancer un Plan d'Attribution Gratuite d'Actions. Dans le cadre de ce plan, les salariés éligibles recevront gratuitement 20 actions nouvelles à émettre Thomson. La durée de la période d'acquisition des droits est différente suivant les pays concernés et les règles locales. Elle est de 2 ans pour la France et certains autres pays européens et peut atteindre 4 ans pour certains pays comme par exemple aux Etats-Unis. Les conditions d'attribution sont les suivantes :
 - o Présence à la date d'échéance de l'acquisition des droits, et
 - o Durée de conservation obligatoire des actions selon les pays concernés (2 ans pour la France et certains pays européens, aucune condition de durée aux Etats-Unis).

	Plan d'Attribution Gratuite d'Actions
Type de plan	Actions gratuites
Dates d'octroi	21 juin 2007
Nombre d'options accordées	464 060
Nombre de bénéficiaires initial	23 203
Date d'acquisition des droits	Du 21 juin 2009 au 21 juin 2011
Durée de vie de l'option	-
Prix d'exercice	-
Juste valeur estimée des options accordées	De 12,41 € à 13,08 €
Nombre d'options annulées depuis le début du plan	-
Nombre d'options restantes	464 060

La charge de rémunération relative au plan d'actions gratuites a été estimée sur la base d'un calcul similaire à celui des autres plans d'options. La juste valeur de l'avantage octroyé au titre des 464 060 actions gratuites attribuées s'élève à 5 millions d'euros à la date d'attribution, à reconnaître linéairement sur la période d'acquisition des droits. Il en résulte une charge non significative sur la période close le 30 juin 2007 concernant ce plan.

- Thomson a acquis 100% de Cirpack le 20 avril 2005. En complément du montant payé pour l'acquisition, un plan d'attribution d'actions avait été mis en place pour un nombre maximal de 2 101 756 actions Thomson qui ont été accordées à un prix de 20,23 euros par action à l'issue d'une période d'acquisition, soit 50% le 20 avril 2006 et 50% le 20 avril 2007. Les options acquises le 20 avril 2007 n'ont pas été exercées. Ces 1 012 337 options sont annulées au 30 juin 2007.

Impacts comptables

Les charges de rémunération comptabilisées au titre des services reçus sur la période en prenant une hypothèse de 8% de rotation des effectifs sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>30 juin 2007 (*)</u>	<u>30 juin 2006</u>
Plans de souscription d'options destinés aux employés	(6)	(4)
Plans de rétention	-	(2)
TOTAL	<u>(6)</u>	<u>(6)</u>

(*) La contrepartie de cette charge a été créditée en capitaux propres.

21. RESULTAT PAR ACTION

Le calcul du résultat dilué par action part du Groupe prend en compte les éléments suivants :

	<u>30 juin 2007</u>	<u>30 juin 2006</u>
<u>Numérateur :</u>		
Résultat net retraité (part du Groupe) des activités poursuivies (en millions d'euros) ⁽¹⁾	30	(17)
<u>Dénominateur</u> (nombre pondéré d'actions en milliers)	288 531	286 510
<i>Dont</i>		
Obligation convertible SLP émise en septembre 2004	24 562	23 420
Options attribuées pour Cirpack et Inventel (pondérées)	1 516	2 738
Autres options attribuées	71	203

(1) Le résultat net est retraité des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>30 juin 2007</u>	<u>30 juin 2006</u>
Résultat net total des activités poursuivies	46	3
Résultat net (part du Groupe) des activités poursuivies	46	3
Intérêts payables sur les titres super subordonnés (net d'impôts)	(9)	(9)
Résultat net (part du Groupe) des activités poursuivies retraité pour le calcul du résultat par action de base	37	(6)
Annulation du gain sur la variation de valeur du dérivé de l'obligation convertible SLP et des intérêts de la période (net d'impôt)	(7)	(11)
Résultat net (part du Groupe) des activités poursuivies retraité pour le calcul du résultat dilué par action	30	(17)

22. ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES OPERATIONS DE TRESORERIE PRESENTEES DANS LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(a) Acquisitions de filiales et de participations

	30 juin	
	2007	2006
<i>(en millions d'euros)</i>		
Nextamp	-	(2)
ITV	(7)	-
Paprikaas	(4)	-
NOB	(6)	-
Convergent	-	(31)
Canopus	-	(75)
Thalès Broadcast Multimedia	-	(133)
Autres	(5)	(8)
Acquisition d'investissements financiers	(22)	(249)
Moins trésorerie des sociétés acquises	1	17
Acquisition d'investissements financiers nets	(21)	(232)

(b) Variation du besoin en fonds de roulement et des autres actifs et passifs

Poursuivant sa politique de gestion du risque de crédit, Thomson a désormais recours de façon courante à la cession de certaines créances à des sociétés d'affacturage en Europe et en Amérique du Nord. Au cours du premier semestre 2007, Thomson a vendu des créances sans recours dans le cadre de ses activités poursuivies pour un montant de 219 millions d'euros (109 millions d'euros durant le 1^{er} semestre 2006 et 186 millions d'euros au cours de l'année 2006).

(c) Flux de trésorerie nets des activités arrêtées ou en cours de cession

Au cours du premier semestre 2007, le décaissement de trésorerie lié aux activités arrêtées ou en cours de cession s'élève à 83 millions d'euros (112 millions d'euros de trésorerie d'exploitation décaissée, partiellement compensée par 29 millions d'euros provenant de la trésorerie d'investissement (27 millions d'euros) (voir ci-dessous) et de financement (2 millions d'euros)).

Comme indiqué dans la Note 3, Thomson a vendu en 2007 ses activités dans le domaine des accessoires électroniques grand public aux Etats-Unis à Audiovox Corporation pour un montant de 59 millions de dollars US, basé sur l'actif net et le niveau de fonds de roulement à cette date, ce qui correspond à 44 millions d'euros (à la date de paiement).

En 2006, le décaissement de trésorerie lié aux activités arrêtées ou en cours de cession s'élevait à 275 millions d'euros.

23. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET AUTRES ENGAGEMENTS

Le tableau ci-dessous détaille au 30 juin 2007 les obligations contractuelles et les engagements commerciaux pour lesquels le Groupe devra effectuer des paiements futurs certains ou éventuels. Ils incluent les engagements fermes conduisant à des paiements certains ou éventuels mais excluent les options que le Groupe détient car elles ne sont pas considérées comme des engagements fermes ou des obligations. Quand une obligation de paiement futur peut être annulée par le paiement d'une pénalité, les montants futurs détaillés dans les tableaux sont ceux dont la direction du Groupe a jugés la réalisation la plus probable, compte tenu de ces deux alternatives.

Le Groupe donne certaines garanties à des tiers (institutions financières, clients/partenaires et agences gouvernementales) afin d'assurer la bonne exécution des obligations contractuelles prises par Thomson et par ses filiales consolidées dans le cadre de ses activités ordinaires. Les garanties ne figurent pas dans le tableau ci-dessous du fait qu'elles n'augmentent pas les engagements du Groupe par rapport aux engagements pris initialement par les entités concernées. Sont concernées principalement les garanties de performance, en particulier pour l'activité de gestion de régies de diffusion professionnelle et les contrats à long terme liés à l'activité diffusion professionnelle & réseaux.

Dans le cadre de son activité courante, le secteur d'activité Services peut être amené à donner des garanties à ses clients sur les produits stockés puis distribués de ses clients contre les risques ou préjudices qui peuvent être encourus lors de la création, le stockage ou la distribution. De telles garanties sont couvertes par des contrats d'assurances. Les garanties données par les filiales du Groupe au titre des dettes, des engagements de crédit-bail et de toutes autres obligations ou engagements d'autres filiales du Groupe n'apparaissent pas ci-dessous car les obligations auxquelles elles correspondent figurent déjà dans le tableau ci-après.

Paiements futurs certains et éventuels	<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2007	Paiements dus par date d'échéance			
			<i>Moins d'un an</i>	<i>Entre 1 et 3 ans</i>	<i>Entre 3 et 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
Paiements futurs certains						
Engagements figurant au bilan :						
Dettes excluant les loyers liés aux contrats de location-financement (1)		2 225	951	168	491	615
Loyers liés aux contrats de location-financement (2)		60	5	15	26	14
Dettes relatives aux acquisitions d'entités		20	20	-	-	-
Engagements hors bilan :						
Loyers liés aux contrats de location simple (3)		498	96	160	99	143
Engagements fermes d'achat (4)		189	140	42	7	-
Autres paiements futurs certains (5)		13	10	2	1	-
Total paiements futurs certains (*)		3 005	1 222	387	624	772
Paiements futurs éventuels						
Engagements hors bilan :						
Garanties données (6)		116	97	1	1	17
Lettres de change non-échues (7)		45	45	-	-	-
Autres paiements futurs éventuels (8)		56	15	23	7	11
Total paiements futurs éventuels (*)		217	157	24	8	28

(*) Le montant total des "Paiements futurs certains" et des "Paiements futurs éventuels" s'élevaient respectivement au 31 décembre 2006 à 3 398 millions d'euros et à 241 millions d'euros en ce qui concerne les activités poursuivies. Le tableau ci-dessus concerne uniquement les activités poursuivies. Les obligations contractuelles et les engagements commerciaux, certains ou éventuels, des activités arrêtées ou en cours de cession s'élèvent respectivement à 19 millions d'euros et à 23 millions d'euros au 30 juin 2007.

- (1) Les dettes présentées incluent les montants principaux et les intérêts dus. Les charges futures d'intérêt et les swaps de taux d'intérêt ne sont pas présentés dans ce tableau. Les swaps de devises qui couvrent les opérations et les options de change sont décrits dans un tableau séparé ci-après.
- (2) Les principaux loyers liés aux contrats de location-financement sont relatifs au secteur d'activité Services (33 millions d'euros au Mexique et 16 millions d'euros au Royaume-Uni).
- (3) Les loyers liés aux contrats de location simple sont décrits ci-après dans cette note.
- (4) Sont inclus en particulier des engagements d'achat d'espaces publicitaires dans l'industrie du cinéma pour 65 millions d'euros, des engagements d'achat sur un volume minimum de marchandises envers des fournisseurs asiatiques pour un montant de 45 millions d'euros ainsi que des accords passés pour des prestations de services liées au traitement des films et de post production.
- (5) Les autres engagements à long terme concernent des contrats de services de maintenance et d'informatique.
- (6) Ces garanties comprennent :
 - Des garanties données dans le cadre de cessions d'actifs pour un montant de 64 millions d'euros.
 - Des garanties données aux douanes et pour des actions judiciaires pour 35 millions d'euros qui comprennent essentiellement les garanties pour crédit d'enlèvement, requises par l'administration des douanes pour bénéficier d'un régime dérogatoire de droit de douanes. La dette douanière est généralement exigible dès l'arrivée des marchandises sur le territoire communautaire. Dans le cas d'un flux régulier

d'importation, la législation douanière prévoit que l'opérateur puisse payer à échéance d'un mois, en contrepartie de la constitution d'un cautionnement bancaire. La valeur de cette caution correspond aux frais à payer au terme de cette échéance d'un mois.

- Et diverses garanties données à l'administration des douanes afin d'exonérer de droits de douanes toutes les opérations de transit par les entrepôts des douanes en vue d'une réexportation, et des garanties pour transit afin que les droits de douanes soient payés sur le lieu de livraison final dans le pays d'importation. L'échéance de ces garanties bancaires coïncide avec l'échéance des accords douaniers renouvelables mensuellement.
- (7) Les lettres de change non échues concernent principalement des garanties en faveur d'une compagnie d'assurance pour les employeurs aux Etats-Unis pour un montant de 26 millions d'euros.
- (8) Les paiements futurs éventuels comprennent des paiements relatifs à des compléments de prix suite à l'achat de 20% de Technicolor Digital Cinema L.L.C, ainsi que d'autres obligations.

Informations supplémentaires :

- Les garanties et engagements d'achat reçus s'élèvent à 210 millions d'euros au 30 juin 2007 principalement liés à l'activité Licences de Thomson.

Engagements relatifs aux instruments financiers

Les engagements relatifs aux instruments financiers utilisés par le Groupe génèrent des encaissements et des décaissements futurs concomitants. Ils n'ont donc pas été inclus dans le tableau ci-dessus.

Les engagements suivants sont présentés distinctement dans le tableau ci-dessous :

- Contrats à terme de devises, swaps et options pour leur montant de trésorerie encaissée et décaissée,
- Instruments de couverture sur les métaux : pour le montant notionnel sous-jacent,
- Swaps de taux d'intérêt : pour le montant nominal de la dette sous-jacente.

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>30 juin 2007</u>
Swaps de change	884
Contrats à terme de devises	541
Swaps de taux d'intérêt	806
Instruments de couverture sur les métaux	8
Options de change	110
Total des engagements donnés	2 349
Swaps de change	885
Contrats à terme de devises	541
Swaps de taux d'intérêt	806
Instruments de couverture sur les métaux	8
Options de change	111
Total des engagements reçus	2 351

Loyers liés aux contrats de location simple

Les montants des engagements de paiements minimaux liés aux contrats de location non-résiliables sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>30 juin 2007 ⁽¹⁾</u>
Engagements des paiements minimaux des contrats de location	498
Engagements de loyers futurs à percevoir par le Groupe ⁽²⁾	(66)
Valeur nette des engagements liés aux contrats de location	432

(1) Le paiement minimum des loyers en location simple indiqué n'est pas actualisé.

(2) Comprend principalement les paiements à recevoir des clients des activités de Service pour Réseaux de Diffusion au sein du secteur d'activité Services.

24. RISQUES ET LITIGES

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe peut faire l'objet de procédures judiciaires et de contrôles fiscaux, douaniers ou administratifs. Le Groupe enregistre une provision chaque fois qu'un risque constitue une obligation vis-à-vis d'un tiers dont le passif potentiel susceptible d'en résulter peut être estimé avec une précision suffisante.

Les procédures les plus significatives sont les suivantes :

Administration fiscale italienne

Videocolor

La Brigade Financière de vérification fiscale italienne ("Guardia di Finanza") a mené un contrôle fiscal sur la société Videocolor S.p.A., filiale italienne de Thomson, qui a exporté des tubes cathodiques vers Thomson, Inc. aux Etats-Unis de 1993 à 1998. Dans son rapport remis en décembre 1999 au Bureau local des Impôts Directs, la Brigade Financière a préconisé des modifications dans les méthodes de valorisation des tubes exportés vers Thomson, Inc. et une augmentation à ce titre du montant total des revenus imposables de Videocolor S.p.A. de 31 millions d'euros pour les années 1993 à 1998.

En mai 2003, Videocolor S.p.A. a choisi de bénéficier, uniquement pour les années 1993 et 1994 et non pour les années suivantes, de la nouvelle loi d'amnistie votée par le Parlement italien en 2003. En application de cette loi d'amnistie, Videocolor S.p.A. s'est acquittée d'un montant global de 1 million d'euros, mettant ainsi un terme aux contentieux relatifs aux années 1993 et 1994. Videocolor conserve par ailleurs le droit d'utiliser ses déficits reportables de l'exercice 1993 et des exercices précédents.

En 2001, le Bureau local des Impôts Directs a notifié un redressement au titre de l'année 1995 qui se traduit par (i) des impôts complémentaires pour 4 millions d'euros et (ii) des pénalités pour 4 millions d'euros (avant intérêts). L'augmentation du résultat imposable notifié pour l'année 1995 est également relative au prix des tubes cathodiques. Videocolor S.p.A. a intenté un recours contre cette décision le 25 octobre 2001 devant le tribunal de Frosinone qui a statué le 17 mars 2003 en rejetant la quasi-totalité des notifications de l'administration fiscale italienne. Le Bureau local des Impôts Directs a fait appel le 30 octobre 2003, devant la cour d'appel de Latina, et Videocolor S.p.A. a contesté cet appel le 25 juin 2004. Le jugement rendu par la cour d'appel le 20 novembre 2006 donne partiellement raison à Videocolor S.p.A., en confirmant un redressement de 2 millions d'euros, pénalités incluses. Thomson étudie actuellement l'opportunité d'un recours devant la Cour Suprême, dans la mesure où ce redressement ne trouve pas de fondement en vertu des principes émis par l'OCDE relatifs aux prix de transfert.

En septembre 2002, le Bureau local des Impôts Directs a notifié un redressement au titre des années 1996 et 1997 qui se traduit par (i) des impôts complémentaires pour, respectivement, 3 millions d'euros et 2 millions d'euros et (ii) des pénalités pour, respectivement, 3 millions d'euros et 2 millions d'euros. Le 9 décembre 2002, Videocolor S.p.A. a saisi le tribunal fiscal de Frosinone aux fins de faire annuler ces notifications de redressement. Le 15 novembre 2004, ce tribunal a rejeté la quasi-totalité des redressements notifiés par l'administration fiscale italienne. Le Bureau local des Impôts Directs a fait appel de cette décision le 12 décembre 2005 devant la cour d'appel de Latina, et Videocolor S.p.A. a contesté cet appel le 10 février 2006.

Le 17 décembre 2003, le Bureau local des Impôts Directs a notifié un redressement au titre de l'année fiscale 1998 qui se traduit par (i) des impôts complémentaires pour 0,1 million d'euros et (ii) des pénalités pour 0,1 million d'euros. Videocolor S.p.A. a fait appel de cette notification le 2 mars 2004 devant la cour d'appel de Frosinone en Italie, qui a décidé, le 9 décembre 2005, le rejet de la quasi-totalité des notifications de l'administration fiscale italienne.

D'une manière générale, si le redressement notifié le 20 novembre 2006 au titre de l'année fiscale 1995 était extrapolé sur la période 1995 à 1998, le risque encouru porterait au maximum sur 2 millions d'euros, pénalités incluses. Thomson a vendu Videocolor en février 2005 mais demeure responsable des conséquences possibles de cette affaire conformément aux garanties données à l'acheteur.

Thomson Multimedia Sales Italy

Le 24 mai 2006, la Brigade Financière de vérification fiscale italienne ("Guardia di Finanza") a mené un contrôle fiscal sur la société Thomson Multimedia Sales Italy portant sur l'année 2003 et a émis un procès-verbal contestant (i) des déductions, (ii) un bénéfice fiscal lié à une restructuration des entités légales italiennes et (iii) la récupération de la TVA sur des commissions de ventes. La Brigade Financière de vérification fiscale italienne considère également que, pour la période 2003 à 2005, Thomson Multimedia Sales Europe (une entité française) aurait un établissement stable en Italie.

Afin de vérifier la validité potentielle des déductions fiscales liées à la restructuration des entités légales, le Bureau régional des impôts de Lazio a réalisé une vérification de Videocolor pour les années 2003 et 2004. Le rapport du Bureau régional a été rendu le 31 janvier 2007 et ne mentionne aucun redressement lié à cette restructuration.

Thomson est convaincu de la régularité de ses déclarations.

Superguide Corporation

En juin 2000, Superguide Corporation a assigné DIRECTV Entreprises, Inc., Thomson, Inc. et Echostar Communications Corporation devant un tribunal de la Caroline du Nord ("District Court") pour contrefaçon de trois brevets sur des programmes de recherche de données, d'affichage et des programmes d'enregistrement. Gemstar Development Corporation a été appelée en garantie en mars 2001. En juillet 2002, le tribunal a débouté Superguide, considérant qu'aucun des trois brevets détenus par cette société n'avait été contrefait. Superguide Corporation et Gemstar Development Corporation, détenteur de sa licence, ont fait appel de cette décision devant la cour fédérale d'appel de Washington D.C. Le 12 février 2004, la cour d'appel fédérale a rendu une décision, annulant en partie la décision du tribunal concernant les brevets en question. En conséquence, la cour d'appel a annulé la décision du tribunal de première instance ("District Court") et renvoyé l'affaire devant un tribunal de première instance pour des investigations complémentaires. En août 2005, le tribunal a de nouveau émis un jugement en faveur de Thomson portant sur deux des trois brevets concernés. Thomson a également déposé une demande de référé ("summary judgment motion") considérant que l'existence d'une sous-licence accordée par Gemstar à Thomson permet au Groupe de disposer des droits nécessaires à l'utilisation du troisième brevet. Gemstar s'est joint à Thomson dans cette procédure. En novembre 2006, le tribunal a rejeté la demande de référé de Thomson, considérant que la licence entre Superguide et Gemstar ne mentionne pas de façon claire que Gemstar avait un droit de sous-licence dans le domaine de la diffusion par satellite. Une audience a eu lieu sur ce point en mars 2007. Le 20 juillet 2007, la cour a rendu une décision statuant que Gemstar n'avait pas le droit de sous licencier le dernier brevet restant en litige. La cour a demandé aux parties de soumettre d'autres éléments concernant les autres points de litige. L'analyse par Thomson des différentes actions possibles est en cours.

Procédure "anti-dumping" portant sur des téléviseurs fabriqués par l'usine thaïlandaise de Thomson

Les autorités douanières de huit pays européens ont procédé à un contrôle des importations, effectuées au sein de l'Union européenne par des filiales du Groupe, de téléviseurs produits par Thomson dans son usine de Thaïlande. Ces contrôles, conformément aux lois de chaque pays, ont porté sur différentes périodes commençant au plus tôt en 1997 et se terminant au plus tard en août 2002. A la suite de ces contrôles, Thomson a reçu en mai 2004, janvier et février 2005, plusieurs avis de redressement, relatifs au paiement de droits "anti-dumping", qui seraient dus au Royaume-Uni, en Allemagne, en Italie, en France, en Espagne, au Danemark, en Grèce et en Suède pour un montant total d'environ 16,1 millions d'euros hors intérêts et pénalités applicables. Le 24 mars 2005, le tribunal fiscal de Milan (Italie) a pris une position qui confirme le redressement ; Thomson va faire appel de cette décision. En août 2005, les autorités douanières françaises ont accepté de soumettre la demande de remboursement des droits à la Commission européenne sur la base de l'article 239 du Code des douanes communautaire. En mai 2007, la Commission européenne a rejeté cette demande mais a reconnu la bonne foi de Thomson. En juillet 2007, Thomson a fait appel de la décision de la Commission européenne devant la Cour européenne de justice. Thomson reste fermement convaincu qu'il a correctement déclaré et payé les droits sur ses importations de téléviseurs et entend, par conséquent, contester vigoureusement le fondement de ces redressements.

Association des anciens salariés de RCA du Comté de Taoyuan

En avril 2004, une association d'anciens salariés du site RCA de Taoyuan (Taiwan) a introduit une procédure collective sur le fondement de l'article 41 du Code de procédure civile de Taiwan devant le tribunal de Taipei (Taiwan) contre TCE Television Taiwan Ltd. ("TCETVT") et General Electric International, Inc. Les plaignants allèguent que les défendeurs n'ont pas donné les instructions nécessaires à la protection des salariés, et n'ont pas pris les mesures qui s'imposaient pour stocker ou vendre les produits chimiques utilisés par l'usine électronique de Taoyuan. L'association demande des dommages et intérêts s'élevant à 2,4 milliards de TWD (54 millions d'euros au taux de change en vigueur au 30 juin 2007) afin d'indemniser les membres de l'association qui sembleraient encourir un risque de cancer et d'autres maladies, plus élevé que la normale, du fait de leur présence sur le site entre 1970 et 1992. Le 18 mars 2005, la plainte de l'association a été rejetée par le tribunal de district de Taipei au motif que l'association n'avait pas respecté certaines procédures liées aux recours collectifs ("class action"). En octobre 2005, l'association a fait appel de cette décision de rejet auprès de la Cour Suprême de Taiwan, qui a renversé le jugement en décembre 2005. L'affaire a été renvoyée devant le tribunal de district de Taipei aux fins de poursuivre les débats sur la régularité du recours collectif formé par l'association. Le 12 mai 2006, TCETVT a déposé un mémoire en défense afin de mettre de nouveau en évidence le non-respect par les plaignants des obligations procédurales qui leur incombent. L'association a rendu des conclusions en réponse, et TCETVT a rendu ses secondes conclusions en défense. L'affaire pourrait être jugée au cours des 12 prochains mois.

Pegasus Development Corporation et Personalized Media Communications, L.L.C.

En décembre 2000, Pegasus Development Corporation ("Pegasus") et Personalized Media Communications, L.L.C. ("PMC") ont intenté un procès devant un tribunal du Delaware à l'encontre de Thomson, Inc., DIRECTV, Inc., Hughes Electronics Corporation et Philips Electronics North America Corporation, en soutenant que les défendeurs avaient contrefait sept brevets sur le traitement du signal satellite numérique. En novembre 2001, StarSight Telecast, Inc., TVG-PMC, Inc. et Gemstar-TV Guide International, Inc, appelés en garantie, ont formé une demande reconventionnelle.

Par la suite, Thomson, Inc. a formé une demande reconventionnelle amendée pour obtenir la reconnaissance d'une violation des règles de la concurrence, et pour concurrence déloyale. Cette requête a été transférée au tribunal de la Géorgie par la commission statuant sur les conflits impliquant plusieurs Etats, afin de la joindre aux procédures d'instructions "MDL-1274" en instance dans cet Etat, auxquelles sont parties notamment Gemstar-TV Guide International, Inc., Scientific Atlanta, Inc., Pioneer Corp. et EchoStar Communications Corp. et autres parties. En juin 2003, dans le cadre d'un nouvel accord commercial entre Gemstar et le Groupe, Thomson a retiré sa plainte contre Gemstar et cette dernière a par ailleurs accepté d'accorder à Thomson une garantie forfaitaire concernant les brevets PMC. En mars 2004, le Tribunal du District Nord de Géorgie a renvoyé la demande devant le Tribunal du District du Delaware, ce même tribunal ayant décidé en mai 2003 de surseoir à statuer en attendant un réexamen des brevets litigieux par l'office américain des brevets et marques ("USPTO").

L'USPTO a émis un avis technique sur les sept brevets, rejetant l'ensemble des demandes de Pegasus et de PMC et considérant que les technologies concernées n'auraient pas dû faire l'objet d'un brevet. Pegasus et PMC ont fait appel de ces sept avis techniques auprès du bureau d'appel des brevets ("BPAI"). Pegasus et PMC ont rendu leurs conclusions en ce qui concerne quatre des brevets et rendront les conclusions portant sur les trois autres brevets début 2007. Les décisions d'appel sont attendues fin 2007 ou début 2008.

IP Innovation et Technology Licensing Corp.

Le 20 juin 2003, Technology Licensing Corp. ("TLC"), considérant que la circulation ou la production de certains produits de Grass Valley constituait une violation de quatre de ses brevets américains, a intenté un procès devant un tribunal de la Californie ("District Court for the Eastern District of California"). Par la suite, TLC a demandé le réexamen de deux de ses brevets par l'office américain des brevets et marques, la décision du tribunal est donc suspendue tant que celle de l'office américain des brevets et des marques n'a pas été rendue. En juin et juillet 2005, le tribunal a rendu un jugement en référé en faveur de Thomson concernant les deux autres brevets en litige. TLC a fait appel de ce jugement devant la Cour d'appel fédérale. Le 20 avril 2006, les parties sont parvenues à un accord sur les brevets concernés par le jugement rendu en appel. Le litige est toujours en cours pour ce qui concerne les deux autres brevets.

STV Asia, LTD contre Premier Retail Network

Le 2 mars 2006, STV Asia, LTD ("STV") a intenté un recours devant un tribunal de Californie ("District Court for the Northern District of California") à l'encontre de Premier Retail Networks ("PRN"), filiale de Thomson depuis août 2005. STV considère que le réseau de diffusion de PRN au sein des chaînes de distribution contrefait deux des brevets qu'elle détiendrait aux Etats-Unis.

Le 15 mai 2007, les parties, y compris le représentant des anciens actionnaires de PRN, ont conclu des accords transactionnels qui mettent un terme à l'ensemble des poursuites sans impact matériel pour Thomson.

Environnement

Un certain nombre de sites de fabrication du Groupe ont un long passé industriel. Les contaminations des sols et des eaux souterraines, qui se sont déjà produites sur quelques sites, pourraient se produire à nouveau ou être découvertes sur d'autres sites à l'avenir. Les rejets industriels des sites que Thomson a créés ou acquis exposent le Groupe à des coûts de dépollution. Le Groupe a identifié certains sites dont la contamination chimique a exigé ou va exiger la mise en œuvre de mesures de dépollution.

Une contamination du sol et des eaux souterraines a été détectée près d'un ancien site de production, situé à Taoyuan (Taiwan), cédé au Groupe par General Electric et détenu par Thomson de 1987 à 1992. Ce site avait cessé l'ensemble de ses activités de production après avoir été vendu par le Groupe. Thomson travaille actuellement avec l'Agence Locale de Protection de l'Environnement de Taoyuan, afin d'essayer de remédier à la contamination des nappes phréatiques. Conformément à un accord signé en 1987 avec General Electric portant sur l'acquisition de son activité électronique grand public, General Electric a indemnisé Thomson du paiement de certains passifs liés à ce site, et est également tenu de payer ou d'indemniser le Groupe relativement à certains passifs susceptibles de naître et dont l'origine est antérieure à l'acquisition du site par Thomson.

De même, le Groupe vend ou a vendu dans le passé des produits qui sont soumis à certaines contraintes de recyclage, et est de ce fait exposé à des changements de la réglementation en matière de recyclage dans certaines zones géographiques.

Le Groupe estime que les montants provisionnés et les garanties contractuelles dont il dispose aux termes de ses contrats d'acquisition de certains actifs industriels permettent de couvrir raisonnablement les obligations de sécurité, de santé ou d'environnement. Les problèmes potentiels ne peuvent pas être prévus avec certitude et il n'est pas possible de dire si les montants provisionnés seront parfaitement adaptés. De plus, des événements futurs, tels que des changements gouvernementaux ou des lois sur la sécurité ou la santé, ou la découverte de nouveaux risques pourraient faire apparaître des coûts et des passifs susceptibles d'avoir des effets défavorables sur la situation financière ou le résultat du Groupe. Sur la base des informations disponibles et des provisions enregistrées dans le contexte d'incertitude mentionné ci-dessus, le Groupe estime ne pas être exposé à des effets défavorables significatifs sur son activité, sa situation financière ou ses résultats du fait de ces obligations et risques environnementaux, de santé et de sécurité.

25. RELATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les principales transactions réalisées et les montants des créances et dettes avec les parties liées sont présentés dans le tableau ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>30 juin 2007</u>
Eléments du bilan	
Créances client	
- France Telecom et ses filiales	3
- Microsoft Corporation et ses filiales	4
Dettes fournisseurs	
- France Telecom et ses filiales	(4)
- Microsoft Corporation et ses filiales	(3)
Dettes financières	
- Silver Lake Partners (en valeur nominale) ⁽¹⁾	(372)
Eléments du compte de résultat	
Chiffre d'affaires	
- France Telecom et ses filiales	73
- Microsoft Corporation et ses filiales	32
Charges financières – nettes	
- Silver Lake Partners ⁽¹⁾	10

- (1) Le 16 septembre 2004, Thomson a émis des obligations convertibles ou échangeables en faveur de Silver Lake Partners LLC. Au 30 juin 2007, Thomson a une dette financière envers SLP s'élevant à 372 millions d'euros (500 millions de dollars US), (excluant le coupon échu non payé du deuxième semestre). Selon la norme IAS 39, la dette financière décrite ci-dessus a été reconnue dans le bilan consolidé du Groupe pour un montant de 343 millions d'euros au 30 juin 2007 (excluant le coupon échu non payé du deuxième semestre). En complément, un instrument dérivé a été reconnu dans le bilan consolidé en dette financière pour 18 millions d'euros au 30 juin 2007. Les changements de juste valeur du dérivé ont été comptabilisés en charges financières nettes du Groupe. Pour le semestre clos le 30 juin 2007, Thomson a reconnu un gain financier s'élevant à 20 millions d'euros (incluant les pertes et gains de change) et des autres charges financières de 10 millions d'euros envers SLP (incluant 6 millions d'euros lié au coupon du premier semestre). Thomson a également reconnu des autres charges opérationnelles envers SLP pour le semestre clos le 30 juin 2007 de 1 million d'euros.

26. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement significatif n'a eu lieu entre le 30 juin 2007 et le 25 juillet 2007.

IV. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2007

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Thomson S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2007 au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris La Défense, le 27 juillet 2007

Courbevoie, le 27 juillet 2007

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Mazars & Guérard
Mazars

Grégoire Menou
Associé

Isabelle Allen
Associée

Frédéric Allilaire
Associé